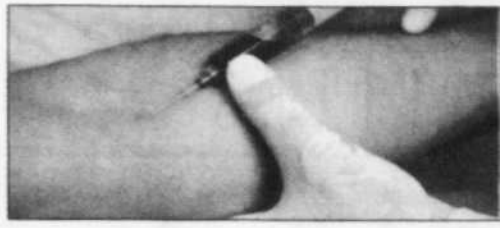


Une solution à la pénurie:
la rotation des quarts de travail
Page A 3



Ingrid Betancourt enlevée
par la guérilla
Page A 5

LE DEVOIR

Crise du homard

Thibault accuse les braconniers blancs

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Les quelques groupes micmacs des Maritimes à l'origine de ce qu'on a appelé la «crise du homard» ne sont que des marionnettes manipulées par un réseau de braconniers blancs, soutient le nouveau ministre des Pêches, Robert Thibault. Et c'est en obtenant un droit de regard sur la gestion de la ressource qu'ils s'affranchiront de cet état.



Le ministre des Pêches, Robert Thibault

On se rappellera que, depuis le jugement Marshall de 1999 accordant des droits de pêche et de cueillette aux autochtones des Maritimes, les saisons de pêche aux homards ont été ponctuées d'affrontements entre les forces de l'ordre et quelques membres de certaines communautés. Le gouvernement fédéral a entrepris de signer des ententes avec les 34 bandes autochtones visées par l'arrêt de la Cour suprême, et quatre ont toujours refusé de s'asseoir à la table, dont Burnt Church et Indian Brook. Ces dernières ont refusé de respecter les quotas leur étant alloués, jetant à l'eau plus de casiers que permis. Or, selon le nouveau ministre, ce sont les non-autochtones qui ont tout managé.

VOIR PAGE A 8: THIBAUT

Cinq concerts à Montréal

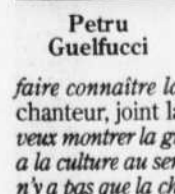
Guelfucci élargit sa palette corse

«C'est mon pays que je cherche à faire connaître, pas seulement la chanson»

Faudra-t-il constamment revenir sur cette facette de sa carrière? Reste que pour Petru Guelfucci, l'épisode de *Corsica*, le tube de 1994 qui l'a fait connaître sur une bonne partie du globe et qui lui a assuré un succès monstre au Québec, bref, cet épisode le poursuit encore. Son dernier disque, *Vita*, est passé inaperçu ici en raison de conflits avec sa compagnie de disques, qui l'a tout simplement largué. Le gardien de la langue corse persiste et signe, parle de la Corse et du monde. Il revient à Montréal, pour cinq soirs, rien de moins.

BERNARD LAMARCHE
LE DEVOIR

Comme à son habitude, Petru Guelfucci profite de l'hiver pour faire quelques concerts. Sa vie d'apiculteur et de maraîcher étant moins exigeante, il tourne. L'an dernier, presque à pareille date, il était à Montréal et trébuchait son orchestre en tournée au Québec. La formation Voce di Corsica traversera cette fois l'Atlantique avec lui. Les polyphonies traditionnelles seront au programme. Deux de ces soirées, qui déjà affichent complet, élargissent le menu et allient le chant corse à la gastronomie de l'île de beauté.



Petru Guelfucci

«Ce que je voudrais faire, c'est faire connaître la Corse sous tous ses aspects, révèle le chanteur, joint la semaine dernière au téléphone. Je veux montrer la grande palette de ce que l'on sait faire. Il y a la culture au sens vrai, au sens large. Dans la culture, il n'y a pas que la chanson. Il y a la façon d'être, la façon de

VOIR PAGE A 8: GUELFUCCI

INDEX

| | | | |
|--------------|-----------|--------------|-----|
| 7 | 831300064 | 1 | |
| Annonces | B 4 | Idées | A 7 |
| Actualités | A 2 | Monde | A 5 |
| Avis publics | B 5 | Mots croisés | B 4 |
| Convergence | B 7 | Météo | B 5 |
| Culture | B 8 | Religions | B 6 |
| Économie | B 1 | Sports | B 4 |
| Éditorial | A 6 | Télévision | B 7 |
| Fonds | B 2 | | |

La douceur de l'or

L'équipe canadienne de hockey a attendu 50 ans avant d'y retoucher



Le gardien de l'équipe canadienne, Martin Brodeur, a bondi de joie lorsque le sifflet de l'arbitre a mis fin au match qui a permis au Canada de remporter la médaille d'or, hier, à Salt Lake City. L'ailier gauche Simon Gagné s'apprêtait à lui sauter dans les bras.

LE DEVOIR
ET LA PRESSE CANADIENNE

Après un demi-siècle de disette, le Canada a croqué à pleines dents dans l'or olympique hier à Salt Lake City. Sous la férule de Joe Sakic (deux buts et deux passes), l'équipe nationale a saboté le doux rêve américain de répéter l'exploit des Jeux de Lake Placid pour rappeler au monde entier que le hockey — de Lady Byng à Lord Stanley, en passant par Mario Lemieux — est un sport typiquement canadien.

Dans la partie la plus regardée de l'histoire du hockey, le Canada a battu les États-Unis par la marque de 5 à 2 devant le vice-président Dick Cheney, l'ex-maire de New-York Rudy Giuliani et 8600 personnes affichant une nette préférence pour le tricolore américain. La victoire de l'équipe masculine s'ajoute à celle de l'équipe féminine, qui a elle aussi triomphé des Américaines vendredi. Le Canada contemple au crépuscule

VOIR PAGE A 8: OR

HORS-JEU

Fausse, la rumeur

C'est fini. Déjà. Comme l'a dit Marie-Josée Turcotte en préambule de cette 17^e et dernière journée des XIX^e Jeux olympiques d'hiver de Salt Lake City 2002, ça passe donc vite quand on s'amuse.

Et qu'est-ce qu'on s'est amusés, non mais. Jusqu'à la toute dernière minute, avec ce bon match de hockey juste entre nous qui fait tellement de bien à notre fibre intérieure et qui permet à Don Cherry de dire qu'il n'y a rien comme l'arrière-pays saskatchewanais pour produire des manieurs de palet hors pair, suivi de cérémonies de clôture qu'on n'avait aucune hésitation, avant même de les avoir vues, à qualifier d'émouvantes.

Grandioses, même. Grandiose comme le fut ce 5-2 Canada, c'est du moins ce qu'ils ont aussi déclaré à la télé, un pont



Jean Dion

VOIR PAGE B 5: RUMEUR

L'ENTREVUE

Les pièges de l'image

Gérard Poirier ne compte plus les personnages qu'il a incarnés en 47 ans de carrière

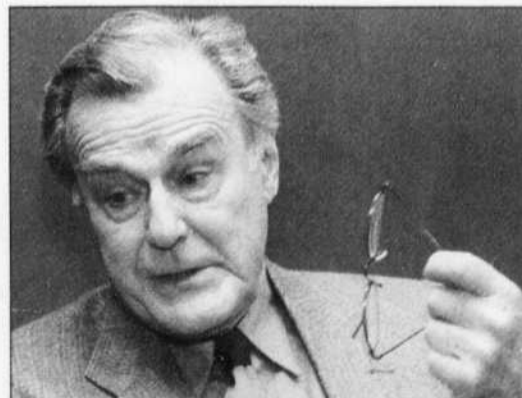
À cause de son physique, on lui a souvent confié les jeunes premiers, puis les romantiques, les pères nobles, les notaires sympathiques ou les curés. Comme les acteurs de sa génération qui ont acquis leur formation sur le tas en s'alignant sur les modèles français, il a durement ressenti le choc des années soixante-dix. Portrait d'un pince-sans-rire qui attend le jour où on lui confiera plus souvent des rôles de fourbes, de méchants et de bandits.

SOLANGE LÉVESQUE

Enfant, Gérard Poirier était bourré d'imagination et habité par un rêve imprécis; le rêve s'est défini quand il a vu ses premiers films (tous français, époque oblige) à l'école: «Ce que je voyais me semblait d'un exotisme fou. Émerveillé, je découvrais des rues et des monuments de Paris. Mais ce qui m'émerveillait encore plus, c'était la langue; on pouvait donc parler ma langue d'une autre façon? J'étais transporté!»

C'est le cinéma qui a d'abord alimenté son imaginaire, jouant ainsi un rôle capital dans le choix de sa carrière. Les spectacles amateurs auxquels il prenait part ont achevé de le convaincre: «Je me suis rendu compte que ma timidité maladroite disparaissait dès que je montais sur scène. Dans la peau d'un personnage, j'avais toutes les audaces. Dès lors, je ne désirais qu'une chose: faire revivre ces personnages pour retrouver la vaillance et le courage qu'ils m'injectaient.»

Comme les acteurs de sa génération, il a vécu dans l'admiration de tout ce qui venait de France: «On voulait ressembler aux grands acteurs qu'on admirait: François Rozet, Marthe Thiéry, etc. On ne jouait d'ailleurs que du répertoire français. Vers 1970, le jocal s'impose; du coup, tout ce qu'on avait fait jusque-là n'était plus valable; on nous accusait d'être des colonisés.» Avec ce réveil du nationalisme, le jocal prenait du galon. «Curieux phénomène, on m'a alors étiqueté comme acteur français et j'ai été momentanément écarté de la vie théâtrale. Pendant six ou sept ans, je n'ai rien fait du tout à la télé. Je continuais à jouer au théâtre, mais cela ne suffit pas pour gagner sa vie.»



Gérard Poirier

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Gérard Poirier a alors enseigné l'interprétation au Conservatoire et en privé, une expérience capitale pour lui: «C'est au contact des jeunes acteurs que j'ai saisi ce qui se passait au Québec, explique-t-il. Grâce à eux, j'ai compris la véritable révolution qui était en train de se produire. Soudain, je devenais vraiment conscient de la personnalité québécoise et des forces qui travaillaient la nouvelle génération. Toutes les révolutions connaissent des excès, il faut passer par là pour trouver son identité.» Cette période a marqué une césure très nette dans sa façon de jouer. Quand on l'a redemandé à la télé, il avait la sensation d'avoir fait un pas en avant dans sa façon d'envisager le métier.

Jouer, c'est chercher la vérité

«Plusieurs croient que jouer la comédie, c'est faire semblant. Si le comédien n'est pas à la recherche de la vérité, s'il s'appuie uniquement sur la technique ou sur du faire-semblant, il n'est pas convaincant.» La vérité suppose une certaine modestie devant sa profession, explique Gérard Poirier. L'acteur est avant tout l'interprète de quelqu'un d'autre, il doit faire confiance à l'auteur et au metteur en scène. «C'est douloureux d'entrer dans une autre peau que la sienne; ce n'est pas plus simple d'en sortir le soir de la dernière. Pourtant, il y a un tel plaisir à découvrir la vérité! On la sent tout à coup, on se dit: ça y est! Je l'ai attrapée!»

VOIR PAGE A 8: POIRIER

La fin du cauchemar de Jinyu Li

Son époux ShenLi, adepte du Falun Gong, rentre de Chine après deux ans de prison

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Voilà deux ans qu'elle en rêve, et c'est aujourd'hui que cela doit se passer. Après avoir imaginé son mari dans les pires conditions de détention, songé même qu'elle ne le reverrait peut-être jamais, Jinyu Li prendra la route de l'aéroport de Dorval ce matin pour accueillir cet homme que le gouvernement chinois a emprisonné pour avoir pratiqué le Falun Gong.

«J'ai parlé à ShenLi, oui, il va bien, il dit que tout ce temps il n'a jamais renoncé à la pratique du Falun Gong et que c'est ce qui l'a maintenu en vie», expliquait hier son épouse Jinyu Li.

Cette Canadienne, immigrée de la Chine il y a 13 ans, était loin de se douter que son existence allait être bouleversée de la sorte en unissant en 1999 sa destinée à celle de ShenLi Lin, un comptable chinois adepte comme elle du Falun Gong.

Mouvement spirituel interdit de pratique en Chine depuis juillet 1999, le Falun Gong — ou Falun Dafa — allie exercices, méditation et foi bouddhiste. Depuis sa fondation en 1992, il compterait près de 100 millions d'adeptes dans le monde, selon les estimations du mouvement lui-même, des milliers d'entre eux ayant été envoyés dans des «camps de travail» et près de 370 ayant perdu la vie sous la torture en Chine.

«ShenLi ne m'a pas encore raconté en détail les conditions de sa détention, parce qu'il croyait la ligne téléphonique surveillée, expliquait hier son épouse, qui a multiplié les démarches depuis décembre 1999 pour tenter de faire libérer son conjoint. Il a parlé de torture mentale insupportable, mais il dit que tout ce dont il se souvenait du Falun Gong et sa pratique quotidienne lui ont permis de se couper des horreurs qu'il

VOIR PAGE A 8: FIN

• LES ACTUALITÉS •

EN BREF

Nouveaux venus au Conseil de presse

(Le Devoir) — Tous les quotidiens du Québec sont désormais représentés par le Conseil de presse du Québec avec l'adhésion d'un tout dernier membre constitué des deux quotidiens francophones de Québec, *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec*. C'est au cours d'une assemblée générale extraordinaire la semaine dernière que les membres de CPQ ont voté unanimement pour l'intégration de ces deux quotidiens dans les rangs du «tribunal d'honneur de la presse québécoise».

Candidats péquistes

(Le Devoir) — Le Parti québécois a confirmé les candidatures de ses candidats dans trois circonscriptions hier, en prévision de la prochaine élection générale. Avec

Maxime Arseneau aux Îles-de-la-Madeleine, Rosaire Bertrand dans Charlevoix, et Claude Cousineau dans Bertrand, le PQ présentait ses candidats sans aucune concurrence dans ni l'une ni l'autre des circonscriptions. Maxime Arseneau est ministre de l'Agriculture, Rosaire Bertrand est ministre délégué responsable de la région de la Capitale et Claude Cousineau est adjoint parlementaire au ministre de la Santé et des Services sociaux.

Médecin poursuivi pour racisme

(PC) — Un médecin de Laval fait face au comité de discipline du Collège des médecins pour racisme et antisémitisme, selon ce qu'a appris le réseau de télévision TQS. Elisabeth Béchard doit répondre à deux accusations. En février 2001, à sa clinique de Laval-des-Rapides, elle aurait brusquement interpellé, en pleine consultation, une patiente anglophone, la sommant d'apprendre le français et arguant qu'il y avait trop d'immigrants au Québec. De plus, la plainte officielle révèle qu'en avril 2001, alors qu'elle rencontrait le syndic adjoint du Collège, Jean-Claude Fortin, le docteur Béchard aurait avoué ouvertement être raciste et antisémite. Elisabeth

Béchard a comparu le 13 février dernier devant le comité de discipline et a plaidé non coupable à ces deux chefs d'accusation. Elle n'était représentée par aucun avocat. Le comité de discipline a pris la cause en délibéré.

Sans-abri meurtriers

(Le Devoir) — Roger Ranwez, 35 ans, et Donald Dion, 53 ans, ont été reconnus coupables de meurtre non prémédité par un jury hier après-midi. Les deux sans-abri ont infligé une raclée mortelle à un de leurs amis, Gaëtan Ouellette, 57 ans. Il s'étaient acharnés à coups de poing et à coups de pied sur la victime pendant plusieurs minutes, le 1^{er} avril 2001 dans le hall d'entrée d'une succursale de la Banque de Montréal, rue de Bleury. Un troisième assaillant, Christian Giguère, s'est suicidé avant d'affronter la justice. La preuve contre les deux accusés était accablante. Leurs vêtements étaient souillés de sang au moment de leur arrestation. Les caméras de surveillance ont également capté le meurtre bien que les images présentées en cour se soient révélées plutôt floues. Le procès n'a guère permis de comprendre le motif du crime. Les quatre hommes se considéraient com me des amis.

Réforme du mode de scrutin

Des centaines de citoyens réclament « un vrai débat »

LE DEVOIR

Le mode de scrutin proportionnel était au cœur des débats du Mouvement pour une démocratie nouvelle, qui a rappelé en fin de semaine la nécessité pour le Québec de tenir un débat sur la valeur des voix populaires.

Réunis à Montréal pour réclamer une modification du mode de scrutin québécois, quelque 300 personnes dont les Claude Ryan, Monique Richard et Pierre F. Côté ont souligné les «déséquilibres mathématiques» qui résultent de notre système électoral. En 1998, ont

rappelé les membres de MDN, il a fallu 22 704 votes pour élire un député péquiste, contre 36 000 voix pour un libéral et... plus de 475 000 suffrages pour élire un seul adéquate!

Trois fois dans l'histoire politique de la province, le parti qui a formé le gouvernement avait fini deuxième dans le vote populaire, ont rappelé les organisateurs du MDN, une coalition qui réclame essentiellement que les débats de la prochaine commission sur la réforme du scrutin soient centrés sur la volonté populaire exprimée lors d'élections.

«Le système électoral sert à transformer le vote populaire en nombre de sièges à l'Assemblée nationale», a expliqué Paul-André Martineau, président du MDN, précisant que leur intention était de veiller à ce qu'un «vrai débat ait lieu», sans nécessairement préciser la nature du mode de scrutin souhaité. Québec a annoncé en décembre dernier qu'un mandat d'initiative avait été voté engageant une prochaine Commission sur la réforme du mode de scrutin à analyser la question sous tous ses angles. Avec la Presse canadienne

Politique de la ruralité

La nature des pactes entre Québec et les MRC ne fait pas l'unanimité

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Promis par le nouveau ministre des Régions pour juin prochain, les pactes liés à la politique de la ruralité semblent déjà diviser leurs défenseurs, réunis en fin de semaine à Québec.

Invité à se prononcer lors de la 11^e Assemblée générale de Solidarité rurale du Québec, le ministre des Régions Rémy Trudel a convenu samedi de la signature des pactes ruraux entre MRC et Québec avant la fin du printemps, soit à la fin de juin prochain.

Réunis en assemblée à l'île d'Orléans, les défenseurs de la politique de la ruralité, dévoilée en décembre dernier, n'étaient toutefois pas unanimes quant à la nature des fameux pactes découlant de la politique, ni quant au moment de sceller les contrats.

Ces pactes ruraux, l'un des principaux moteurs de la politique

nationale de la ruralité, doivent être le résultat d'une entente entre les MRC et Québec quant à des projets de développement du territoire rural. Les divergences d'opinion ont trait au laps de temps laissé pour définir la nature des pactes, que certains voudraient très précis, et d'autres beaucoup moins restrictifs.

«Nous voulons un pacte plus large qui établit le champ d'action général sans définir les projets précis», a précisé Jacques Proulx, conscient de la division des troupes quant à la nature et la signature des pactes. «Moi, le 21 juin, je trouvais ça tard. Il va falloir trouver des compromis. [...] Oui, je suis pressé, quitte à en brusquer certains. Si on veut rentrer dans les moindres détails, on n'en finira jamais. Le danger est grand de perdre le momentum, de retomber comme avant. C'est ce qui me faisait peur et c'est ce qu'on a vu aujourd'hui [samedi].»

Avec la Presse canadienne

Sondage

Vive les pompiers!

PRESSE CANADIENNE

Les attentats du 11 septembre ont eu pour effet de propulser le métier de pompier au sommet de la gloire dans l'opinion publique. Le taux de confiance des Canadiens envers les pompiers frise maintenant l'unanimité. Mais les politiciens, eux, sont descendus au plancher.

Un sondage Léger Marketing, dont les résultats ont été communiqués à la Presse Canadienne, indique en effet que pas moins de 98 % des Canadiens disent faire confiance aux pompiers. «C'est clairement à cause du 11 septembre», a opiné en entrevue Jean-Marc Léger, de Léger Marketing. Il note que les pompiers étaient traditionnellement forts, mais jamais à ce point.

Autre fait notable de ce sondage, les politiciens n'ont «jamais été aussi faibles», dit M. Léger, atteignant «un creux historique» de 18 % de taux de confiance. Les gens «font plus confiance à un vendeur d'auto qu'à un politicien», note le sondeur. Les politiciens arrivent en effet au dernier rang des 20 métiers suggérés.

www.lamaritime.ca

La Maritime

AVIS D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Le présent avis confirme que l'assemblée générale annuelle de La Maritime, compagnie d'assurance-vie, aura lieu le mercredi 13 mars 2002 à 11 h à son siège social, au 2701, chemin Dutch Village, Halifax (Nouvelle-Écosse).

Fait à Halifax (Nouvelle-Écosse), le 25^e jour du mois de février 2002.

Par ordre du conseil,

A signé
Heather M. Hannon
Vice-présidente, directrice juridique et secrétaire générale



Il définit toujours la catégorie automobile qu'il a créée.

Le RX 300 fut le premier véritable utilitaire sport de luxe. Et c'est toujours le seul à offrir un confort de roulement digne d'une Lexus tout en vous faisant bénéficier des capacités hors route d'un utilitaire sport pur-sang. Dotés d'un dispositif de contrôle du dérapage du véhicule, de quatre roues motrices, d'un régulateur de traction et de freins ABS, les RX 300 2002 répondront à toutes vos attentes. L'équipement des deux versions comprend : intérieur cuir, sièges avant chauffants,

panneau de toit transparent et rétroviseurs à atténuation électrochromique. Et alors que l'édition Luxe a des garnitures en ronce de noyer, l'édition Sport, elle, est rehaussée de garnitures en aluminium brossé (et d'un aileron arrière). Tout cela dans un véhicule capable de vous emmener pratiquement n'importe où.

Pour contacter un concessionnaire Lexus ou en savoir plus : 1 800 26-LEXUS • www.lexus.ca

Le RX 300 Édition Luxe, au prix de 51 250 \$*

PAR MOIS : 585\$*

Le RX 300 Édition Sport, au prix de 52 100 \$*

PAR MOIS : 595\$*

À la conquête de la perfection.



LE LEXUS RX 300 2002

*Le taux d'intérêt de 6,9 % s'applique à des plans de location de 36 mois de Toyota Credit Canada Inc. sur approbation du crédit pour les véhicules Lexus RX 300 2002 neufs. Cette offre s'applique uniquement aux véhicules en stock chez le concessionnaire et elle ne peut être combinée à aucune autre offre. EXEMPLE DE PAIEMENT : RX 300 (Groupe B). Taux d'intérêt de 6,9 % - Durée : 36 mois - PDSF : 51 250 \$ - Acompte ou échange équivalent : 9 660 \$ - Mensualité de location : 585 \$ - Dépôt de garantie : 500 \$ - Limite de kilométrage : 24 000 km par an. Frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire (0,10 \$ par kilomètre si convenu au moment de la signature du contrat de location). Frais de transport et de préparation, assurance et toutes taxes applicables en sus. Voyez votre concessionnaire Lexus le plus près pour plus de détails. L'offre prend fin le 31 janvier 2002. Le modèle peut être montré avec un équipement en option.

*Le taux d'intérêt de 6,9 % s'applique à des plans de location de 36 mois de Toyota Credit Canada Inc. sur approbation du crédit pour les véhicules Lexus RX 300 2002 neufs. Cette offre s'applique uniquement aux véhicules en stock chez le concessionnaire et elle ne peut être combinée à aucune autre offre. EXEMPLE DE PAIEMENT : RX 300 (Groupe C). Taux d'intérêt de 6,9 % - Durée : 36 mois - PDSF : 52 100 \$ - Acompte ou échange équivalent : 9 660 \$ - Mensualité de location : 595 \$ - Dépôt de garantie : 500 \$ - Limite de kilométrage : 24 000 km par an. Frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire (0,10 \$ par kilomètre si convenu au moment de la signature du contrat de location). Frais de transport et de préparation, assurance et toutes taxes applicables en sus. Voyez votre concessionnaire Lexus le plus près pour plus de détails. L'offre prend fin le 28 février 2002. Le modèle peut être montré avec un équipement en option.

radio-classique
99.5
cjpx
fm • montréal



Chantal Hébert

Le syndrome de la bibliothèque

À u Parlement d'Ottawa, le purgatoire a un nom. C'est le comité de la bibliothèque. Signe d'une influence limitée, il fait partie de la très courte liste des comités où le gouvernement consent à diluer son contrôle en associant des députés à des sénateurs, un statut que le groupe partage d'ailleurs avec le comité des langues officielles. Mais ça, c'est une autre histoire.

Comme son nom l'indique, le mandat du comité de la bibliothèque consiste à superviser le bon fonctionnement de l'institution du même nom. Mais la bibliothèque a beau être la salle la plus visitée de l'enceinte parlementaire après la Chambre des Communes, ce n'est pas la place pour dénicher de grands défis politiques.

Depuis les dernières élections, le comité de la bibliothèque a produit un seul rapport, pour demander que l'on réduise son quorum, c'est-à-dire, pour avoir le droit de prendre des décisions en l'absence d'une bonne partie de ses membres. La chose ne devrait pas poser problème puisque, à l'occasion d'un vaste programme de réfection des immeubles parlementaires, des rénovations vont priver le Parlement de sa bibliothèque pour les trois prochaines années.

Cela n'empêche pas le comité d'avoir deux des députés les plus éloquents du gouvernement comme coprésidents. Mais la présence de John Bryden et de Carolyn Bennett en haut de la liste des membres du groupe ne surprendra que les néophytes de la vie parlementaire.

Ces jours-ci, le premier est parti en guerre contre la culture du secret qui prévaut au sein du gouvernement Chrétien et qui l'incite à vouloir soustraire de plus en plus de renseignements à la Loi sur l'accès à l'information.

Quant à Mme Bennett, c'est la députée torontoise qui s'est valu les foudres récentes du premier ministre lorsqu'elle a eu le malheur de critiquer la place rétrécie des femmes au sein de son cabinet remanié.

Tout cela pour dire que le gouvernement a tendance à traiter le comité de la bibliothèque comme ses oubliettes.

Mais voilà que les places au sein de ce comité obscur risquent soudainement d'être très demandées.

À l'occasion de la rencontre hebdomadaire du caucus libéral mercredi dernier, on raconte qu'un député qui venait de se vider copieusement le cœur contre son gouvernement a conclu que si ses opinions ne faisaient pas l'affaire de ses hauts placés, il ne leur restait qu'à le nommer au comité de la bibliothèque.

Dans sa foulée, d'autres députés se seraient mis à scander à l'unisson les mots bibliothèque, bibliothèque...

Ce n'est qu'une des nombreuses anecdotes qui circulent sur la colline parlementaire dans la foulée de la rencontre orageuse de mercredi dernier. Une réunion d'autant plus houleuse qu'elle devait servir à vider le contentieux qui oppose le ministre Allan Rock au camp Martin au sujet des règles d'admission des membres ontariens du parti.

Selon les témoignages disponibles, M. Rock a passé un très mauvais quart d'heure aux mains de ses collègues. Mais au moins l'accrochage entre les camps Rock et Martin avait-il le mérite de se dérouler sur le champ de bataille circonscrit du leadership. La gronde des députés libéraux a manifestement continué à déborder sur un terrain beaucoup plus large.

Quelques jours avant la rencontre du caucus, la whip libérale Marlene Catterall avait tordu le bras de plusieurs de ses collègues pour les forcer à choisir une femme comme présidente de l'influent comité des Finances, évincant par le fait même le candidat naturel à ce poste.

Cette manœuvre se voulait apparemment une réponse aux critiques voulant que les femmes n'aient pas la place qui leur revient dans le gouvernement de M. Chrétien.

Elle aura surtout eu pour effet de conforter bon nombre de députés libéraux dans leur sentiment qu'il est temps de cesser de se laisser traiter comme des pions par les cadres du gouvernement. Il n'y a pas que dans les réunions à huis clos du caucus que la propension des députés à mettre le gouvernement au défi de les punir en leur confiant des tâches peu reluisantes est de plus en plus répandue. Et ce dernier semble de plus en plus démuné devant des députés déterminés à affirmer leur indépendance à tout prix.

Tous ces événements se déroulaient en l'absence de Jean Chrétien. Mais rien n'indique que son occasionnelle présence suffira à rétablir l'ordre.

Le premier ministre tente déjà sans succès depuis des semaines de refroidir les ardeurs au leadership de ses principaux ministres.

Dans la foulée du remaniement ministériel du mois dernier, son gouvernement, qui n'a plus de carottes à faire miroiter à ses députés, a beau jouer du bâton; il tape systématiquement dans le vide.

La nomination de John Manley comme vice-premier ministre chargé de veiller au grain au cours des absences de plus en plus fréquentes de M. Chrétien ne change rien à l'affaire. Dans les circonstances, un suppléant chargé d'une classe d'adolescents survoltés par l'arrivée du printemps aurait à peu près autant d'autorité.

À Ottawa, on a tendance à voir le rendez-vous libéral du printemps 2003, à l'occasion duquel M. Chrétien devra solliciter un vote de confiance de son parti, comme le test de sa capacité, si telle est sa volonté, de se maintenir en selle pour une autre campagne électorale.

Mais encore faudra-t-il qu'il réussisse d'ici là à ne pas se faire désarçonner par ses députés manifestement très en mal de changement.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

McGill a trouvé une solution à la pénurie d'infirmières

Dans les hôpitaux anglophones, les infirmières, jeunes comme aînées, se partagent en rotation les quarts de soir et de nuit

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

À u Centre universitaire de Santé McGill, on a trouvé une solution intéressante à la pénurie de personnel infirmier. Toutes les infirmières, jeunes comme aînées, se partagent en rotation les quarts de soir et de nuit, comme le prévoit officiellement une disposition des conventions collectives. Une disposition qui n'est que rarement appliquée dans le secteur francophone.

À l'hôpital Royal Victoria, comme à l'Hôpital Général de Montréal, la plupart des postes des unités de soins ouvertes 24 heures sur 24 prévoient d'emblée le partage des quarts de soir et de nuit entre toutes les infirmières, quelle que soit leur ancienneté.

Toutefois, dans les hôpitaux francophones, sauf exceptions, les quarts de jour sont occupés par les infirmières les plus anciennes, ce qui a pour effet de confiner les plus jeunes aux quarts de soir, voire de nuit. Or, en temps de pénurie, la règle de l'ancienneté, conjuguée au petit nombre de candidates, a pour effet de laisser à découvert les quarts de travail situés en temps défavorables, notamment dans les unités de soins spécialisées où les candidats se font très rares.

«Il est très clair que la rotation permettrait de minimiser les problèmes de pénurie dans le réseau francophone. Mais les établissements ont sûrement peur d'appliquer cette disposition qui serait très impopulaire chez les infirmières les plus anciennes», affirme Jacques Larouche, sous-ministre adjoint à la main-d'œuvre au ministère de la Santé et des Services sociaux.

Les conventions collectives actuelles prévoient en effet que les employeurs peuvent introduire la rotation

des quarts de travail si le besoin s'en fait sentir. Mais, par les années passées, alors que les infirmières étaient en surplus, cette disposition n'a jamais été appliquée.

Dans le contexte actuel, croit M. Larouche, le principe de la rotation aurait toutefois pour effet de partager entre toutes les infirmières le fardeau associé au manque de personnel. Plus encore, cela permet aussi de répartir le personnel plus qualifié dans les différents quarts de travail et de faire cohabiter infirmières débutantes et expérimentées.

McGill, un monde à part?

Au Centre universitaire de santé McGill (CUSM), Suzanne Drouin, directrice associée aux soins infirmiers, affirme que c'est avec l'accord des syndicats qu'a été introduite cette façon de faire. Toutefois, l'obligation de faire la rotation des quarts de travail doit être clairement indiquée lors des affichages de postes, soutient cette dernière.

«Dans les unités ouvertes 24 heures sur 24, tout le monde fait des rotations, mais l'ancienneté entre aussi en jeu. Les règles prévoient que quelqu'un ne peut travailler plus de 50 % du temps la nuit», affirme Mme Drouin.

Selon la directrice associée, les infirmières voient beaucoup d'avantages à cette façon de fonctionner, même si cela peut parfois être exigeant pour les plus âgées. «Cela permet de changer d'équipes de travail, de faire travailler ensemble jeunes et plus expérimentées et d'être plus solidaires», soutient Suzanne Drouin.

Pour les jeunes recrues à la profession infirmière, en âge d'avoir des enfants, cela constitue un net argument de recrutement. Mais cet argument ne saurait régler à lui seul tous les problèmes associés à la pé-

nurie infirmière, ajoute-t-elle. En effet, il reste tout de même quelque 200 postes vacants dans les hôpitaux affiliés au Centre universitaire de santé de McGill, dont 155 à temps partiel.

Selon le sous-ministre, le fonctionnement qui prévaut dans les hôpitaux francophones a ses inconvénients. En plus de ne pas exposer les jeunes infirmières à l'expérience des doyennes, le travail obligé de nuit rend la vie familiale très difficile pour les jeunes infirmières. À l'inverse, les infirmières plus âgées, qui n'ont souvent plus d'obligations familiales, sont celles qui occupent massivement les postes de jour.

«Dans les endroits comme le CHUM, les gens en viennent à refuser des postes à temps plein, parce qu'ils savent qu'ils vont travailler de nuit pendant des années. Pour bien des gens, cette perspective n'est pas très encourageante, alors ils préfèrent rester sur les listes de rappels», ajoute-t-il.

Le principe de la rotation n'est appliqué que dans de rares hôpitaux francophones, comme l'hôpital Notre-Dame. Une entente en ce sens y a été signée entre le syndicat et la direction.

Pour le sous-ministre adjoint, la situation qui prévaut dans les hôpitaux francophones résulte de facteurs historiques, difficilement modifiables aujourd'hui. «À chaque fois qu'on aborde cette problématique, on se heurte à un mur, dit-il. Mais ça ne servirait à rien d'imposer cela si les gens n'en veulent pas, parce qu'ils ont été habitués à autre chose. À l'heure actuelle, les employeurs n'ont pas intérêt à mécontenter leur personnel car la situation est déjà très difficile. Cela ne peut marcher que si tout le monde y trouve son compte.»

Joyeux anniversaire!



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

LE FONDS de solidarité de la FTQ a accueilli cette semaine son 500 000^e actionnaire, un événement d'autant plus agréable à souligner pour la FTQ que la campagne pour la souscription à un REER bat son plein. La 500 000^e adhérente au Fonds, Linda Young, a reçu hier un forfait vacances des mains du président de la FTQ, Henri Massé, et de Pierre Genest, nouveau p.-d.g du Fonds. Ils ont également profité de l'occasion pour célébrer le 78^e anniversaire du fondateur du Fonds, Louis Laberge.

Cas présumé de brutalité

De jeunes Noirs réclament une enquête sur les agents de sécurité du métro

LE DEVOIR

L'organisme Jeunesse noire en action a exigé hier la tenue d'une enquête indépendante de la part du ministère de la Sécurité publique sur le comportement des agents de sécurité du métro après avoir mis au jour un présumé cas de brutalité.

Jeunesse noire a présenté à la presse Winston Roberts, 18 ans, encore trop traumatisé par son expérience malheureuse pour en parler. Dans une déclaration écrite lue par une tierce personne, le jeune homme allègue que six agents de sécurité du métro l'ont battu au corps, aux jambes et à la tête avec des matraques sans aucun motif valable, le 10 janvier à la station Villa-Maria. Six semaines plus tard, il en garde toujours des séquelles: douleurs chroniques, troubles de la vue, pertes de concentration. Winston Roberts affirme dans

sa déclaration écrite qu'il a déjà vu des agents du métro s'en prendre aux jeunes Noirs à plusieurs reprises depuis trois ans; des gestes qui l'ont amené à développer une attitude de non-confrontation par instinct de survie.

Jeunesse noire en action a «enquêté» environ un mois à la station Villa-Maria pour retrouver six témoins de l'agression sauvage à l'encontre de M. Roberts. Aucun d'entre eux n'était disponible hier. L'organisme a également découvert un deuxième cas d'abus dont les détails demeurent inconnus.

Peter Flegel, porte-parole de Jeunesse noire en action, a invité toutes les victimes de brutalité dans le métro à entrer en contact avec lui afin d'étayer le dossier contre les agents. Dans l'immédiat, Jeunesse noire a déposé une plainte à la Commission des droits de la personne au nom de Winston Roberts.

loto-québec

| résultats | | GAGNANTS | | LOTS | |
|----------------------|---------|---|-----------|---------------------------------|---------|
| 6/6 | 2 | 1 055 | 159,90 \$ | 5/6+ | 10 |
| 5/6+ | 10 | 63 | 309,60 \$ | 5/6 | 186 |
| 5/6 | 186 | 2 | 723,00 \$ | 4/6 | 11 389 |
| 4/6 | 11 389 | 85,20 \$ | | 3/6 | 220 853 |
| 3/6 | 220 853 | 10,00 \$ | | Ventures totales: 14 287 044 \$ | |
| Complémentaire: (06) | | Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$ | | | |

| GAGNANTS | | LOTS | |
|----------------------|--------|---------------------------------|-----------|
| 6/6 | 0 | 1 000 | 000,00 \$ |
| 5/6+ | 0 | 50 | 000,00 \$ |
| 5/6 | 30 | 500,00 \$ | |
| 4/6 | 1 530 | 50,00 \$ | |
| 3/6 | 27 331 | 5,00 \$ | |
| Complémentaire: (15) | | Ventures totales: 738 542,00 \$ | |

| GAGNANTS | | LOTS | | |
|----------|----|------|----|-------------|
| 09 | 35 | 46 | 49 | 1 020,41 \$ |
| 03 | 04 | 46 | 48 | 308,64 \$ |
| 09 | 13 | 21 | 38 | 211,86 \$ |

*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 4/9 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

| GAGNANTS | | LOTS | |
|----------|---------|------------------------|-----------|
| 7/7 | 0 | 2 500 | 000,00 \$ |
| 6/7+ | 1 | 178 | 898,30 \$ |
| 6/7 | 56 | 2 | 795,30 \$ |
| 5/7 | 3 775 | 148,10 \$ | |
| 4/7 | 80 949 | 10,00 \$ | |
| 3/7+ | 74 214 | 10,00 \$ | |
| 3/7 | 675 096 | Participation gratuite | |

| Extra | | Extra | |
|--------|------------|--------|------------|
| NUMÉRO | LOT | NUMÉRO | LOT |
| 318169 | 100 000 \$ | 602166 | 100 000 \$ |

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

T V A, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

ROLEX
SERVICE

POUR GARDER VOTRE ROLEX EN PARFAIT ÉTAT DE FONCTIONNEMENT, NOUS VOUS CONSEILLONS D'EFFECTUER UNE RÉVISION COMPLÈTE TOUS LES CINQ ANS.

Bijouterie Gambard
Vente et service technique

Vente et service technique

630-A RUE CATHCART MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

• LES ACTUALITÉS •

Locomotives fabriquées au Mexique

Les TCA critiquent l'aide d'Ottawa à Bombardier

ALLAN SWIFT
PRESSE CANADIENNE

Bombardier, le conglomérat industriel qui a bénéficié de subventions douteuses du gouvernement fédéral afin d'accroître sa part du marché de la construction aéronautique aux États-Unis, fabrique maintenant des locomotives au Mexique en bénéficiant, une fois de plus, du soutien d'Ottawa.

Le syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), qui représente des centaines de travailleurs mis à pied d'une usine de montage de locomotives de Montréal, condamne le soutien fédéral accordé à une importante société ferroviaire américaine en vue de l'achat de locomotives de la société General Motors (GM) et du sous-traitant de celle-ci, Bombardier.

GM assemble certains de ces engins dans ses installations de London, en Ontario, tandis que Bombardier remplit sa part du contrat — dont la valeur n'a pas été divulguée — dans son usine de Sahagun, au Mexique.

L'aide fédérale s'est présentée sous la forme d'un prêt de la société Exportation et développement Canada à Union Pacific Railway, un chemin de fer dont le siège est situé à Omaha, au Nebraska. La commande effectuée par la société américaine est évaluée à 3,2 milliards CAN.

L'usine de GM à London n'était pas en mesure de respecter le calendrier de livraison, de trois à quatre ans. Le constructeur a donc fait appel à Bombardier, qui a à son tour confié le travail à l'usine qu'elle exploite au Mexique.

Le projet, qualifié de tout à fait légitime par Exportation et développement Canada, a été fortement critiqué par les TCA et le groupe de pression Transport 2000.

Abe Rosner, responsable chez les TCA, a estimé qu'il n'était pas logique de se servir de fonds publics pour remplir la part mexicaine du contrat, alors que l'usine de fabrication de locomotives d'Alstom, à Montréal, a procédé à la mise à pied de la plupart de ses employés, pour cause de manque de contrats.

«Il ne fait absolument aucun doute que nous pourrions accomplir ce travail et je dois vous dire que nous étions en état de choc lorsque nous avons appris la nouvelle», a-t-il déclaré en entrevue.

«Il est tout simplement incroyable que l'argent public soit versé à une compagnie qui fait effectuer le travail au Mexique», a-t-il ajouté.

L'usine d'Alstom, la seule au pays, selon M. Rosner, où sont assemblées et remises à neuf des locomotives de grande taille, appartenait auparavant au Canadien National. Le transporteur l'a vendue à Alstom, une compagnie française, en 1996.

La lutte contre le sida

Des milliers de spécialistes sont réunis à Seattle

FRANCIS TEMMAN
AGENCE FRANCE-PRESSE

Seattle — La 9^e conférence annuelle sur les rétrovirus, qui s'ouvrait hier à Seattle, rassemblera pendant cinq jours quelque 3600 chercheurs et cliniciens spécialistes du sida pour faire le point de la recherche sur un fléau qui a déjà fait plus de 22 millions de morts depuis son apparition il y a 21 ans.

Invité d'honneur cette année, le fondateur de Microsoft Bill Gates, qui dirige la fondation Bill et Melinda Gates contre le sida, devait ouvrir hier soir la conférence par un discours consacré à la nécessité urgente d'accroître l'effort de prévention et au rôle important que peuvent jouer les organisations philanthropiques dans cet effort.

L'évolution de la transmission du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et des comportements à risques, le développement des souches résistantes aux traitements et la mise au point de nouvelles classes de médicaments seront les principaux sujets abordés cette année, a indiqué au cours d'une conférence de presse la présidente du comité d'organisation, Constance Benson, de l'Université du Colorado, à Denver.

«Il y a eu des progrès assez significatifs réalisés sur de nombreux fronts» au cours de l'année écoulée, a relevé le D^r Benson.

Les chercheurs présenteront ainsi les dernières avancées encourageantes dans le domaine des traitements chimiothérapeutiques antisi-dal visant à empêcher la répllication du virus dans l'organisme, et en particulier les résultats d'études cliniques de nouveaux agents antirétroviraux, dont une nouvelle génération de médicaments appelés inhibiteurs non-nucléosidiques de la transcriptase (NNRTI).

«Elle représente une classe supplémentaire de médicaments dans notre arsenal contre le VIH [...] et une avancée majeure dans ce domaine», a souligné le D^r David Ho, du Centre Aaron Diamond pour la recherche contre le sida.

Priorité à la prévention

Si aucune annonce majeure n'est à attendre dans le domaine des vaccins antisida, les chercheurs devraient cependant présenter les derniers résultats d'essais cliniques actuellement en cours sur l'homme et le singe.

Avec déjà plus de 22 millions de morts, plus de 40 millions de personnes infectées par le VIH dans le monde et 14 000 nouvelles infections chaque jour, l'urgence reste plus que jamais à la prévention, insistent les spécialistes.

«Il faut garder à l'esprit que les traitements peuvent durer toute la vie et sont parfois toxiques. Par conséquent, notre objectif premier doit être de prévenir les infections», a souligné le D^r Harold Jaffe, directeur du Centre national du VIH, en relevant une remontée en flèche des cas d'infection dans les pays développés, et notamment aux États-Unis.

«Nous n'avons jamais eu autant de gens infectés par le VIH qu'aujourd'hui dans ce pays. Un trop grand nombre d'entre eux est diagnostiqué et traité trop tardivement et un nombre inacceptable ne reçoit ni traitement ni service préventif», a-t-il déploré.

Une attention notable sera donnée cette année aux facteurs affectant la transmission du VIH chez les femmes, «un des groupes particulièrement à risque dans le monde», a souligné le D^r Benson. La compréhension de l'origine complexe du VIH sera aussi l'un des thèmes abordés.

Centres de la petite enfance

Des employées pourraient débrayer

PRESSE CANADIENNE

Les syndicats régionaux des centres de la petite enfance affiliés à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) s'approprient à adopter un plan d'action qui comprend des journées de débrayage.

L'objectif de cette mobilisation consiste à accélérer la mise sur pied d'un régime de retraite auquel le gouvernement du Québec n'a toujours pas donné de suite favorable. «Une fois de plus, les douces vont devoir hausser le ton pour qu'on cesse de se promener de promesse en promesse, de signature d'entente en signature d'entente. Il faut que le gouvernement cesse de traîner les pieds et respecte enfin sa signature», a déclaré la vice-présidente de la CSN, Claudette Charbonneau.

Dans une entente conclue en mai 1999, où les travailleuses avaient obtenu un redressement salarial, un comité devait évaluer les coûts de la mise en place d'un régime de retraite. Or, depuis ce temps, les travaux de ce comité n'ont rien donné.

Le plan d'action adopté par les conseils syndicaux sera soumis aux travailleuses des centres de la petite enfance à compter de la mi-mars. Les débrayages pourraient avoir lieu dès la mi-avril.

Les 5000 travailleuses affiliées à la CSN représentent plus de 90 % des travailleuses syndiquées du secteur.

La Centrale des syndicats du Québec a également brandi cette menace samedi lors d'une manifestation de quelque 200 intervenantes de centre de la petite enfance devant les bureaux du premier ministre Bernard Landry à Montréal.

PROVOCATEUR

Thierry Ardisson adore la controverse et déteste l'accent québécois. Le célèbre animateur français est l'invité de

Paul Arcand, ce matin dès 9 h.

CKAC 730
UN MOT VAUT MILLE IMAGES.

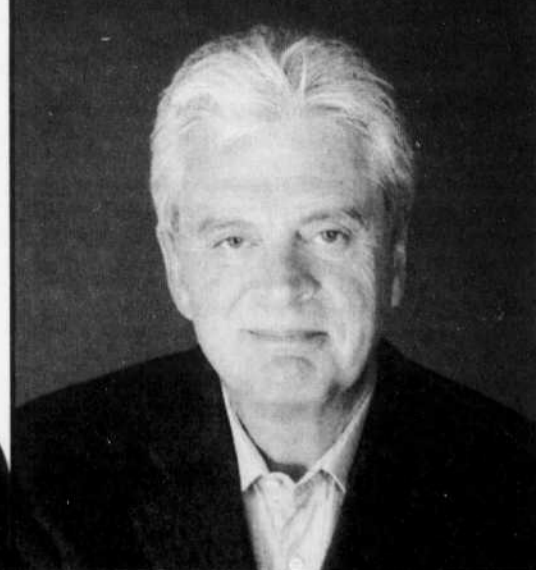
Le TVA

Ce soir 17 h avec Pierre Bruneau
Les nouvelles que vous trouvez importantes, approfondies par des reporters d'expérience.



UN AN PLUS TARD

Ce soir 20 h avec Simon Durivage
Parmi les sujets :
Trois ans en prison, par erreur !



TVA

QUÉBECOR MEDIA

tva.canoe.com

Le meilleur de la télé

LE DEVOIR

LE MONDE

Toujours confiné à Ramallah

Arafat peut se dégourdir les jambes
Israël permet au dirigeant palestinien de quitter ses bureaux

AGENCE FRANCE-PRESSE

Jérusalem — Israël a décidé hier de maintenir le président palestinien Yasser Arafat confiné à Ramallah (Cisjordanie), tout en lui permettant de quitter ses bureaux et de circuler dans la ville autonome palestinienne, provoquant des réactions indignées des Palestiniens.

Un proche conseiller de M. Arafat, Nabil Abou Roudeina, a indiqué que les Palestiniens n'auraient plus de rencontres sécuritaires ou politiques avec Israël jusqu'à ce que le gouvernement revienne sur sa décision.

La direction palestinienne était réunie en milieu d'après-midi en urgence à l'appel de M. Arafat, à Ramallah, pour discuter de la décision israélienne.

Sur 14 ministres formant la commission pour les affaires de sécurité du gouvernement israélien, réunie par le premier ministre Ariel Sharon, 12 ont voté pour le main-

tien de M. Arafat à Ramallah, où néanmoins il bénéficiera désormais d'une plus grande liberté de mouvement.

Depuis le 3 décembre, le président palestinien est cerné dans son quartier général de cette ville par les chars israéliens, qui vont reculer de quelques centaines de mètres, selon les décisions prises par le gouvernement israélien.

S'il veut circuler ailleurs dans les territoires autonomes palestiniens ou se rendre à l'étranger, M. Arafat devra cependant en faire la demande «personnellement au premier ministre Ariel Sharon», selon un communiqué officiel israélien.

Israël exigeait, pour lui permettre de quitter Ramallah, que M. Arafat fasse arrêter les assassins du ministre israélien du Tourisme, Rehavam Zeevi, tué en octobre à Jérusalem.

L'Autorité palestinienne a arrêté cette semaine trois personnes, dans le cadre de cette affaire, dont

deux sont les assassins présumés du ministre, mais M. Arafat refuse de les remettre à Israël.

À la suite de la décision, les Palestiniens ont annulé leur participation à une réunion sécuritaire avec des responsables israéliens prévue hier soir.

M. Abou Roudeina a estimé que «la décision du gouvernement israélien signifie [...] qu'il ne veut donner aucune chance aux efforts de la communauté internationale pour ramener la paix dans cette région».

«Cette décision est une honte. Elle est inacceptable et signifie que ce gouvernement ne veut pas de cessez-le-feu, ni le calme», a renchéri Saëb Erakat, principal négociateur palestinien.

Le chef du parti israélien Meretz (opposition de gauche), Yossi Sarid, a lui aussi vivement critiqué la décision du cabinet. «C'est grotesque. M. Arafat pourra désormais aller à l'épicerie ou à la blanchisserie à Ramallah, mais on l'empêchera de

se rendre le mois prochain à Beyrouth au sommet de la Ligue arabe, qui va durcir le ton», a-t-il déclaré.

Le cabinet israélien a précisé qu'il exigeait toujours de l'Autorité palestinienne qu'elle arrête et lui remette tous les auteurs et commanditaires de l'assassinat de Zeevi.

Par voie de presse, la famille Zeevi a appelé le gouvernement israélien «à ne pas se laisser abuser par les manigances d'Arafat».

Le cabinet exige aussi l'arrestation et le jugement des responsables de la contrebande d'armes du Karine A, un cargo destiné selon Israël aux Palestiniens. Il a été arraisonné en janvier avec 50 tonnes d'armements à bord dans les eaux internationales en mer Rouge par la marine israélienne.

Le ministre de la Défense Binyamin Ben Eliezer avait déclaré être favorable à la levée du siège de M. Arafat, susceptible selon lui de favoriser un retour au calme et une dynamique du dialogue.



PHILIPPE WOJAZER REUTERS

Ingrid Betancourt, 40 ans, élue au Sénat en 1998.

Betancourt aux abonnés absents

La guérilla colombienne enlève la candidate aux présidentielles

Bogota (AFP) — La guérilla des FARC a accentué son escalade dans la violence depuis la rupture du processus de paix mercredi avec l'enlèvement hier d'Ingrid Betancourt, candidate écologiste aux présidentielles en Colombie et connue en France pour *La Rage au cœur*, un succès de librairie.

À trois mois du scrutin prévu pour désigner le 26 mai un successeur au conservateur Andrés Pastrana, l'ancienne diplômée de Sciences-Po à Paris, âgée de 40 ans, avait été élue au Sénat en 1998 avant de se lancer dans la campagne présidentielle pour le parti écologiste Oxygène vert.

La candidate des Verts colombiens a été séquestrée par un commando du front 15 des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes), la principale guérilla du pays avec 17 000 hommes, près de Florencia, à 700 km au sud-est de Bogota.

Sa directrice de campagne, Clara Rojas, a été également enlevée par les rebelles. Le photographe français Alain Keler, du magazine *Marie-Claire*, et deux conseillers d'Ingrid Betancourt, tous retenus avec elle dans un premier temps, ont été libérés par les guérilleros hier matin. L'enlèvement de cette activiste de la liberté en Colombie a provoqué un nouveau choc dans le pays andin, frappé par une guerre civile de 38 ans avec un bilan de plus de 200 000 morts.

«Cet événement est lamentable et nous exigeons la remise en liberté immédiate de la candidate», a déclaré à la presse le ministre de l'Intérieur, Armando Estrada.

Partie de Florencia (sud-est) avec eux vendredi, Ingrid Betancourt avait tenté de gagner en voiture sans escorte San Vicente del

Caguan, dans l'ancienne enclave démilitarisée de la guérilla des FARC, que l'armée est en train d'occuper depuis jeudi après la rupture du processus de paix avec les rebelles.

«Deux guérilleros ont sauté sur une mine et ont été blessés, à l'endroit où nous allions passer avec Ingrid», a raconté Alain Keler à l'AFP après sa libération.

Le Caguan, surnom de l'ancien réduit des FARC grand comme la Suisse (42 000 km²), avait été abandonné en novembre 1998 aux rebelles pour en faire un «laboratoire de paix».

Dans un livre écrit en français et reçu avec succès en France, *La Rage au cœur*, Ingrid Betancourt décrit le drame de son pays et les risques d'enlèvements ou d'attentats. Elle-même a été victime de multiples menaces de mort, selon son récit.

Même si les derniers sondages lui donnent moins de 2 % des intentions de vote aux présidentielles, la candidate des Verts continue de se battre bec et ongles dans son combat contre la corruption et pour une vraie négociation avec les rebelles, avec en priorité un cessez-le-feu. Ingrid Betancourt «n'a pas suivi les recommandations [des autorités]», alors que les opérations anti-guérilla en cours «exigent de garder la prudence nécessaire dans une région où existent des affrontements entre la force publique et les groupes armés en marge de la loi», avait indiqué samedi soir le gouvernement dans un communiqué.

Le chef de l'Etat avait lui-même réalisé une visite à San Vicente del Caguan samedi, où il s'était rendu à bord de l'avion présidentiel jusqu'à Florencia, puis par hélicoptère jusqu'à San Vicente del Caguan.

L'Iran déploie le tapis rouge pour Karzaï

AGENCE FRANCE-PRESSE

Téhéran — Les dirigeants iraniens ont réservé hier un accueil particulièrement chaleureux au chef du gouvernement intérimaire afghan Hamid Karzaï, qui a eu droit au tapis rouge et à une cérémonie digne d'un chef d'Etat.

Peu après son arrivée à Téhéran, pour sa première visite en Iran depuis sa prise de fonctions à Kaboul en décembre, M. Karzaï a été accueilli par le président Mohammad Khatami lors d'une cérémonie à l'ancien Palais impérial Saad-Abad, dans le nord résidentiel de Téhéran.

Après un premier entretien privé, MM. Khatami et Karzaï devaient s'adresser à la presse.

Signe de l'importance accordée à sa visite, M. Karzaï doit être reçu aujourd'hui en audience par le Guide suprême du régime l'ayatollah Ali Khameneï. Il doit en outre prononcer un discours devant des ingénieurs du secteur privé. La visite du dirigeant afghan intervient au moment où Washington a intensifié les pressions sur Téhéran, l'accusant de «tentative de déstabilisation» en Afghanistan, d'abriter des membres du réseau du terroriste présumé Oussama ben Laden, al-Qaïda, et de constituer avec l'Irak et la Corée du Nord un «axe du mal», accusant ces trois pays de tenter de se doter d'armes de destruction massive.

Téhéran, qui a démenti les accusations américaines, a déclaré qu'il souhaitait la «consolidation» du gouvernement de Kaboul et qu'il avait renforcé les contrôles aux frontières pour empêcher l'entrée d'anciens talibans et de membres d'al-Qaïda.

M. Karzaï conduit une importante délégation comprenant au total 13 ministres parmi lesquels ceux des Affaires étrangères Abdullah Abdullah, des Réfugiés, Enayatullah Nazeri, du Travail et des Affaires sociales, Mirwais Sadeq. Dans une déclaration à la presse, M. Abdullah a souligné le «rôle important» de l'Iran «pour la reconstruction» de l'Afghanistan.

Outre la reconstruction de l'Afghanistan, pour laquelle l'Iran devrait allouer quelque 560 millions de USD sur une période de cinq ans, plusieurs sujets délicats comme la présence de plus de deux millions de réfugiés afghans en Iran devraient dominer les entretiens de M. Karzaï. Depuis plusieurs jours, les médias et certains responsables iraniens ont implicitement appelé les nouveaux dirigeants afghans à prendre leurs distances envers les Etats-Unis. «Karzaï, vous êtes en retard mais vous êtes le bienvenu», a titré hier le journal réformateur *Iran News*, qui souligne ainsi la visite tardive du nouveau dirigeant afghan en Iran, pays voisin et ennemi juré du régime taliban.

Ben Laden se cacherait à la frontière pakistanaise

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Oussama ben Laden serait toujours vivant et pourrait se cacher près de la frontière afghano-pakistanaise, selon des responsables américains qui se sont déclarés confiants sur les possibilités de capturer le chef islamiste.

«Je pense qu'il est très raisonnable» de croire que ben Laden se cache dans un endroit reculé sur la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, a déclaré dimanche le chef d'état-major interarmées américain, le général Richard Myers, interrogé sur des informations en ce sens parues dans le *New York Times*.

«Nous sommes presque certains qu'il [ben Laden] est vivant et nous pensons qu'il se trouve quelque part entre l'Afghanistan et le Pakistan. Il se peut qu'il fasse la navette entre les deux pays», a indiqué un haut responsable américain au *New York Times*.

Le général Myers, interrogé par la chaîne de télévision ABC, a cependant précisé que les Etats-Unis ne savaient pas où se trouve l'instigateur présumé des attentats du 11 septembre à New York et Washington.

«Nous ne savons pas où il est» et «toute spéculation sur l'endroit où il pourrait être ne serait pas très sérieuse», a-t-il affirmé, en notant que ben Laden «a été très tranquille depuis le début janvier».

Selon le général Myers, le leader islamiste pourrait avoir échappé aux bombardements américains en Afghanistan, notamment dans la région des grottes de Tora Bora.

«Il est possible qu'il ne soit plus vivant, mais je pense que les chances sont qu'il est probablement vivant», a-t-il dit.

Le secrétaire à la Défense américain Donald Rumsfeld s'est montré plus nuancé. «Il n'y a pas eu de preuve récente indiquant qu'il est vivant. Cela ne veut pas dire qu'il ne soit pas vivant. Cela veut simplement dire que nous n'avons pas de preuves qu'il est ou qu'il ne l'est pas», a-t-il affirmé sur CBS.

M. Rumsfeld s'est néanmoins déclaré confiant, comme le général Myers, sur les chances de capturer, mort ou vivant, l'ennemi public numéro un des Américains.

«Il est important que nous le trouvions, et nous finirons par le trouver», a assuré le secrétaire à la Défense.

«Nous aurons ben Laden» comme «nous avons eu déjà plusieurs de ses lieutenants», a indiqué Richard Myers en précisant toutefois qu'il ne s'agissait pas du premier objectif des Etats-Unis.

«Je n'appellerais pas cela [la capture de ben Laden] la première mission. Nous voudrions attraper la direction d'al-Qaïda. [...] Ben Laden fait partie de cette direction, donc nous aimerions l'attraper et nous l'attrape-rions», a expliqué le chef d'état-major américain.

Un haut responsable américain, cité par le *New York Times*, a estimé que la lutte contre Al-Qaïda avait déjà porté ses fruits. «Nous avons probablement eu un tiers environ de la direction» de ce réseau, a-t-il indiqué en estimant que cette direction est formée de 20 à 25

personnes. Donald Rumsfeld a précisé que les Etats-Unis recherchaient «20 ou 25 ou 30» hauts responsables d'al-Qaïda.

«Nous en avons un certain nombre en captivité, et nous sommes assez sûrs qu'un certain nombre sont morts. Et il est clair qu'il y en a plus que nous recherchons», a-t-il déclaré.

Malgré ces progrès, les responsables américains ont reconnu que la guerre contre le terrorisme serait encore longue.

«Nous ne pensons pas que cette guerre contre le terrorisme sera terminée quand nous aurons ben Laden, car il y a trop de membres d'al-Qaïda qui ont encore une importante capacité», a souligné M. Myers.

M. Rumsfeld a rappelé qu'il y avait eu «des milliers et des milliers» de terroristes entraînés en Afghanistan, qui pourraient commettre des attentats dans «beaucoup de pays». «Ils n'ont pas été vaincus» même s'ils sont aujourd'hui «en fuite», a-t-il souligné.

Au moins une centaine de membres d'al-Qaïda se trouvent aux Etats-Unis et constituent la menace la plus immédiate d'une nouvelle attaque terroriste sur le territoire américain, avait déclaré samedi le président de la commission du renseignement du Sénat, Bob Graham.

«Nous sommes presque certains qu'il est vivant»

Les Obligations à taux progressif

Un investissement dont le rendement augmente chaque année.

Boni de 1% la première année pour les nouveaux fonds REER

Capital garanti à 100% par le gouvernement du Québec

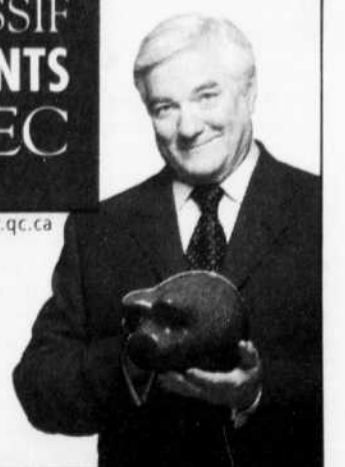
10^e année 8,00 %
9^e année 7,00 %
8^e année 6,75 %
7^e année 6,50 %
6^e année 6,25 %
5^e année 6,00 %
4^e année 4,75 %
3^e année 4,25 %
2^e année 3,00 %
1^e année 2,00 %

LES OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF PLACEMENTS QUÉBEC

www.placementsqc.gouv.qc.ca

Placements Québec

On prépare l'avenir



Appelez-nous !

1 800 463-5229

Pour la région de Québec, composez le 521-5229.

Heures d'ouverture : du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de février, de 10 h à 16 h.

É D I T O R I A L

Du gaz pour des lingots

Les gens de Sept-Îles sont satisfaits, ceux de Baie-Comeau, très déçus. Parce qu'on prétend qu'elle favorisera la transformation de l'aluminium ici-même, au Québec, l'allocation d'un bloc d'énergie de 500 mégawatts au consortium Alouette devrait être une bonne nouvelle. Mais qu'on nous permette une question bête: si ce projet est si fantastique, qu'est-ce qui empêche le Québec de dire oui à tous les projets industriels du genre qui sont sur la table?

Il y avait deux projets en concurrence pour l'obtention du bloc de 500 mégawatts d'électricité mis à la disposition des entreprises sans tambour ni trompette, en septembre dernier: celui d'Alcoa, favorisant surtout les régions de Baie-Comeau et de Deschambault, et celui d'Alouette-Alcan dont les retombées avantagent Sept-Îles et le Saguenay. En janvier, il y avait même un troisième projet, celui d'Alcan qui a finalement préféré s'allier à Alouette pour maximiser ses chances d'obtenir un morceau du gâteau.

Entre Alouette et Alcoa, il n'y a pas qu'une question de région, il y a surtout ces fameuses retombées qui s'annoncent plus consistantes dans le cas d'Alouette. Lors de l'annonce du choix qui a été arrêté par le gouvernement, jeudi dernier, le premier ministre Landry et la ministre Marois ont fait miroiter l'ajout de 500 emplois permanents à l'aluminerie de Sept-Îles, de 2000 emplois temporaires pendant la construction et d'une autre tranche de 1000 emplois permanents dans l'avenir, cette fois grâce à l'éventuelle transformation des lingots en produits semi-finis et dont les détails seront annoncés ultérieurement. Fort bien! Mais alors, pourquoi ne pas avoir accepté aussi l'autre projet, comme le demande l'opposition libérale?

La réponse, on le devine, tient à deux facteurs: d'abord, la disponibilité de l'énergie; ensuite, le coût élevé de l'intervention gouvernementale.

Pour accompagner un projet de cette importance, Québec a dû accorder un prêt sans intérêt de 230 millions, remboursable dans 30 ans. En fait, ces millions, il ne les a pas, il doit les emprunter lui-même, à 6 % d'intérêt, pour les prêter par la suite. Voilà une première dépense de 400 millions

en intérêts pour les contribuables. À cela s'ajoute un congé fiscal de dix ans, comme à tout autre grand projet, dont on ne peut prévoir le coût avec précision. Finalement, Hydro-Québec devra garantir une puissance de 500 mégawatts au tarif de grande consommation, soit 3,7 ¢ du kWh.

Combien tout cela coûtera-t-il aux contribuables? Très cher, car Hydro-Québec ne dispose pas non plus de l'électricité nécessaire et qu'il lui faudra construire une centrale pour répondre à cette demande du gouvernement.

Voilà le problème. Voilà aussi pourquoi il devient abusif de donner suite à de tels projets qui sont à la fois très énergivores et excessivement coûteux pour les contribuables.

Ce projet Alouette, c'est avec de l'électricité produite en brûlant du gaz naturel qu'il sera rendu possible en temps voulu. Ce n'était donc pas un hasard si, à la surprise générale, en octobre dernier, le gouvernement Landry annonçait la construction d'une usine thermique d'une puissance de 500 à 800 MW. Lors du dévoilement du projet, le ministre Jacques Brassard justifiait l'initiative par le risque de pénurie auquel le Québec pourrait faire face étant donné la faible hydroélectricité (le manque d'eau) et l'augmentation de la demande liée aux «projets industriels». Cette semaine, la division Transport d'Hydro-Québec revenait à la charge en lançant un appel d'offres pour l'achat, vers 2006, de 600 MW supplémentaires. Or, dans tous les cas, le coût ne pourra s'établir à moins de 5 ¢ à 7 ¢ du kWh, alors que le tarif consenti à Alouette est de 3,7 ¢.

Au total, le cadeau de cette semaine coûtera une centaine de millions par année en manque à gagner pour Hydro-Québec qui devra le répercuter en augmentant ses tarifs d'ici à 2005, ou pour les contribuables si Québec consent à se priver de ces revenus chaque année. Chaque emploi ainsi créé coûtera donc, au bas mot, 65 000 \$ par année, à vie, en subvention directe, sans parler des coûts indirects très élevés générés par l'augmentation de 2 % des gaz à effet de serre d'une usine thermique dont le Québec n'a aucun besoin.

À ce prix-là, combien d'alumineries les libéraux sont-ils prêts à subventionner à leur tour pour concurrencer le gouvernement du Parti québécois en régions?

jrnsansfacon@ledevoir.ca

L'asymétrie d'Air Canada

Le français n'a pas la cote à bord des avions d'Air Canada. S'il fut un temps où la compagnie semblait déployer des efforts afin de s'assurer que les passagers désireux d'être servis en français pouvaient l'être, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le bilinguisme officiel a pris toute une débarque à bord du transporteur, qui jouit désormais d'une situation de monopole au pays.

Pourtant, même privatisée, Air Canada reste soumise à la Loi sur les langues officielles. Mais les nombreux rappels de la commissaire aux Langues officielles n'ont eu aucun effet. Il y a quelques jours, c'était au tour d'un comité permanent des communes de suggérer que la compagnie soit mise à l'amende à chaque fois qu'elle violait la loi. Un peu comme l'avait fait quelques mois plus tôt la Commissaire Diane Adam en réclamant d'Ottawa qu'il rende son aide conditionnelle à une amélioration de ses performances en matière de bilinguisme, le comité demande au ministre du Transport, David Collenette, de resserrer la loi de manière à pouvoir imposer rapidement des sanctions en cas de non-observance.

Il serait pertinent, dit encore le comité, que les passagers insatisfaits puissent déposer une plainte sans avoir à affronter un incroyable dédale administratif. Mais ces obstacles n'empêchent pas Air Canada de remporter, année après année, le championnat des plaintes au bureau de la commissaire sur les Langues officielles.

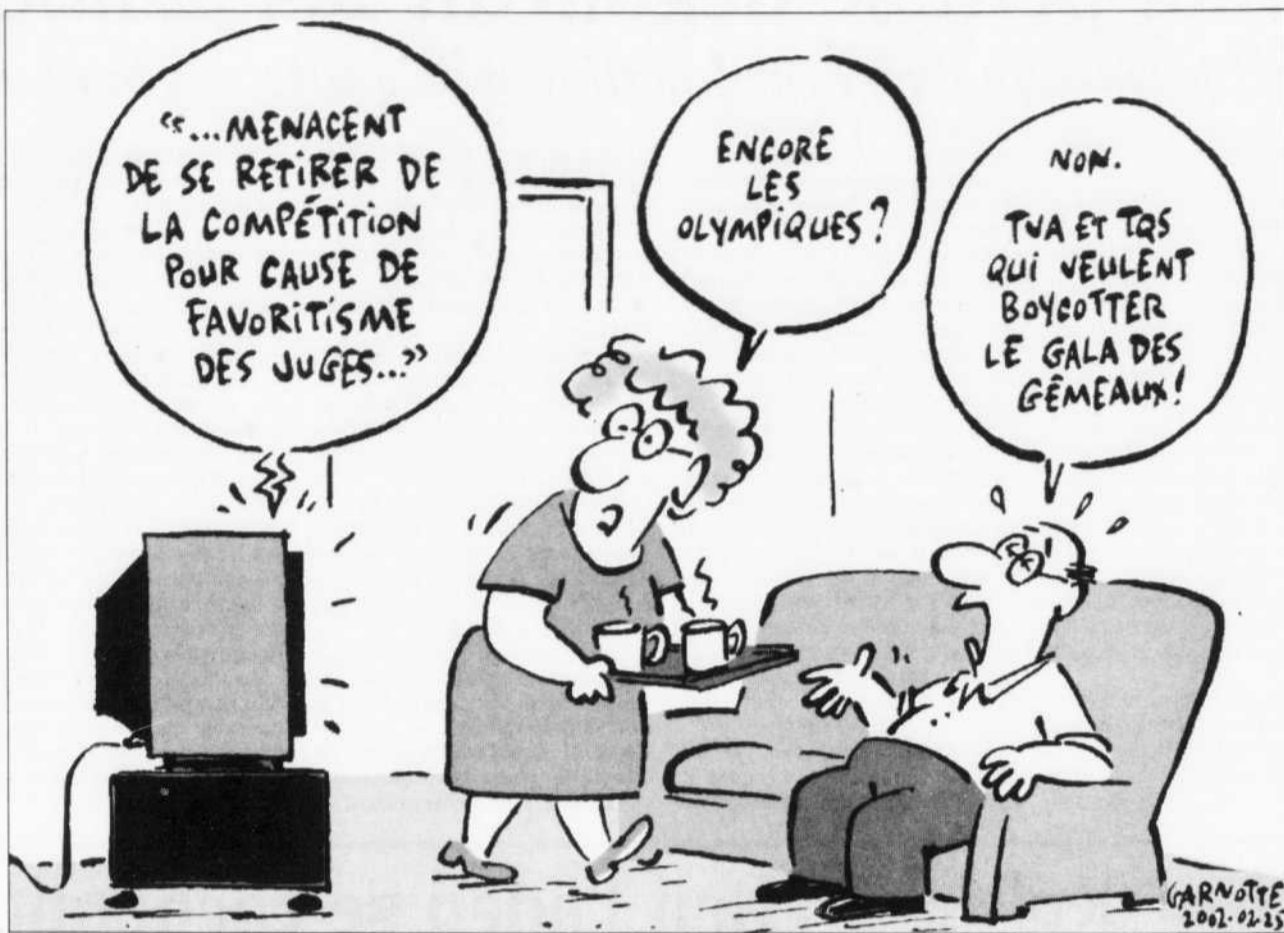
Le président de la société, Robert Milton, réitère périodiquement ses bonnes intentions. Mais il faudra plus. M. Milton a beau plaider les difficultés liées à la fusion avec le transporteur Canadien, qui affichait un taux de bilinguisme très bas, il est temps de passer à l'action. À moins bien entendu qu'au-delà des comités et des travaux de la Commissaire aux Langues officielles, le gouvernement se fiche éperdument de l'application de sa loi. Ici au Québec, cela n'étonne plus vraiment, car il y a belle lurette que la politique fédérale est appliquée différemment selon qu'il s'agit du français ou de l'anglais. À Air Canada, les choses ne s'arrangent pas non plus, loin de là. Plus le temps passe, et plus le français devient marginal. Est-ce là ce que désire le gouvernement? Si la réponse est non, il faut agir.

pdesrivieres@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Les GMF et les CLSC

Un communiqué récent de l'Association des CLSC et des CHSLD nous apprendait que les CLSC n'obtiendraient pas de budget supplémentaire, en règle générale, pour les infirmières qu'ils seraient tenus de prêter aux Groupes de médecine familiale (GMF). Or les CLSC manquent déjà d'infirmières pour les soins ambulatoires qu'ils dispensent aux usagers à leur sortie de l'hôpital. Pour satisfaire les besoins des GMF, devront-ils sabrer dans leurs services infirmiers à domicile? Dans les cours pré-natals? Dans les suivis postnatals? Dans la vaccination infantile? Dans les services infirmiers en milieu scolaire?

Le même communiqué confirme que, par contre, le gouvernement va investir une fortune directement dans les GMF: locaux pour les infirmières, ordinateurs fixes et portatifs, logiciels, etc. Pourquoi la nombreuse clientèle habituelle des CLSC, établissements considérablement sous-financés, serait-elle pénalisée par l'arrivée des GMF? Le gouvernement réserve-t-il sa cagnotte pour les médecins? On constate que la Fédération des médecins omnipraticiens (FMOQ) ralentit les négociations des montants forfaitaires (*per capita*) pour faire monter les enchères au bénéfice de ses membres. Quelle incohérence dans la politique gouvernementale du virage ambulatoire!

Jacques Fournier
Employé dans un CLSC
Montréal, 14 février 2002

Le saumon, le barrage et le kayak

Tel que rapporté par Louis-Gilles Francoeur la semaine dernière dans *Le Devoir*, le président et chef d'exploitation de Boralex, Jacques Gauthier, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ne veut pas voir des petites centrales privées partout, en particulier sur les rivières à saumons où il aime bien pêcher...

On est content de savoir qu'il aime la nature, mais on se demande. Y a-t-il une rivière en particulier qu'il voudrait protéger ou peut-être même deux ou trois où il a l'habitude d'aller à la pêche. Aussi, la pêche au saumon a-t-elle à ses yeux,

plus de valeur dans l'économie ou pour le tourisme, que les activités de canoë-Kayak, par exemple. On est content quand même, qu'il reconnaisse aux rivières une richesse autre qu'hydroélectrique. Mais on s'inquiète quand il suggère au gouvernement d'y aller plus progressivement dans l'octroi des rivières pour les barrages privés, dont l'ampleur aide les écologistes à présenter le programme comme un massacre. Reproche-t-il au gouvernement sa trop grande transparence? Tout ça n'est-il qu'un problème de communication? Devrait-on présenter autrement ce massacre?

Il faudrait, conclut-il, «y aller lentement mais sûrement», confortant ainsi nos pires craintes qu'à plus ou moins long terme on aura sur chaque rivière un barrage privé en lieu et place de chaque rapide ou chute que la nature a eu la bonté de nous sculpter. Sauf peut-être sur sa rivière à saumon.

Paul Piché
La Minerve, 18 février 2002

Qui est colonisé?

La langue et la culture sont intimement liées, l'une étant le véhicule de l'autre. Vouloir restreindre et même réduire l'enseignement de la littérature française au secondaire, sous le prétexte qu'elle serait une forme de colonisation de la «vieille» France, dépasse tout entendement. Louis Cornéliet et François Ricard ont chaudement applaudi à cette idée désolante de repli sur nous-mêmes.

La France est le foyer principal de la langue et de la culture françaises, mais le Canada français participe à ce précieux patrimoine, tout comme les francophones de la Suisse romande, de la Belgique wallonne et d'anciennes colonies africaines, comme le Sénégal, où l'ex-président Léopold S. Senghor, qui ne se sentait nullement colonisé, est devenu un grand écrivain et poète français et même un membre de l'Académie française.

Le patrimoine culturel français n'est pas confiné à la France et je ne me sens nullement colonisé d'y participer, tout comme les canadiens anglais d'origine britannique qui sont fiers de leur culture anglo-saxonne, sans s'estimer colonisés.

Si les élèves de messieurs Ricard et Cornéliet «périssent d'ennui», pendant les cours de littérature française, la faute en revient-elle aux professeurs, qui ne savent peut-être pas éveiller suffisamment l'intérêt de leurs élèves pour cette matière, ou, comme le dit Annie Poirier, «les professeurs n'ont pas su susciter le goût de la lecture» et de la littérature française. À 78 ans, je relis avec intérêt mon ancien volume de littérature française, de plus de mille pages, que nous avait enseignée avec passion et brio un religieux québécois, diplômé de la Sorbonne. Il avait su nous insuffler le goût de la culture et de la langue françaises... et de la lecture. Les élèves ne s'ennuyaient jamais avec ce brillant professeur du collège de l'Assomption.

Jean Guy Laurin
Médecin retraité,
Outremont, 20 février 2002

Première partition-partenariat au Québec?

La poignée de main de MM. Landry et Ted Moses serait-elle la confirmation de la première de multiples partitions-partenariats qui feront du Québec le plus gigantesque des fromages de gruyère inscrits au livre des Records Guinness!

Chers Péquistes, sourcillex des frontières du Québec, vous parlez d'une entente de Nation à Nation, dont vous-mêmes, comme nous, ignorez le fin mot! Ce que nous en savons, ce sont les magnifiques images de la poignée de main historique, au-dessus d'un document totalement inconnu. Il y a bien des milliards ici, des milliards là, mais pour le reste... En quoi l'autonomie et les frontières de l'une ou l'autre nation seront-elles modifiées? Il y a bien un ancien chef Cri, Henry Diamond, qui a tenté de protester. Mais il a été éconduit *manu militari* par la police cri!

Chers Péquistes de mon cœur ne me posez pas de questions, tout simplement, tirez-moi d'un doute. Peut-être sommes-nous, après la Confédération, en présence de l'événement le plus extraordinaire de l'Histoire du Québec. Mais comment savoir?

Paul-Yvan Létégiste,
L'Ancienne Lorette, 18 février 2002

LIBRE OPINION

Le Québec n'abandonnera jamais sa diaspora canadienne-française et la nation acadienne

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU
Ministre délégué aux Affaires
intergouvernementales canadiennes
Ministre responsable des Relations avec les
communautés francophones et acadiennes

En déplorant la grande discrétion si ce n'est la pure indifférence de la classe politique et intellectuelle du Québec dans le combat des Canadiens français de l'Ontario pour la sauvegarde du caractère français de l'hôpital Montfort d'Ottawa, M. Marco Veilleux a voulu à bon droit interpeller les Québécois et les Québécoises sur leur perception de la solidarité envers leurs parents et amis de la francophonie canadienne.

Coincidence intéressante, quatre jours avant la publication de ce texte d'opinion, je rencontrais pour la première fois, à titre de nouveau ministre responsable des Relations avec les communautés francophones et acadiennes, le président, M. Georges A. Arès, le directeur général, M. Richard Barrette et l'agente de liaison, Mme Diane Côté, de la Fédération des communautés francophones et acadiennes (F.C.F.A.).

À cette occasion, j'ai indiqué clairement à mes interlocuteurs que mon intention est de contribuer à développer de façon plus significative la solidarité québécoise — tant gouverne-

mentale que populaire — avec la francophonie minoritaire du Canada. À l'instar de M. Veilleux, je vois moi aussi que notre réalité — 2 % de francophones en Amérique du Nord, 1 % de francophones dans les Amériques — ne nous permet pas de faire l'économie de la solidarité, surtout qu'il s'agit, à bien des égards, de membres de la même famille. À ce propos, il faut bien avoir à l'esprit que la grande majorité des Canadiens français vivant au Canada anglais ont leurs racines ancestrales au Québec et que, du côté des Acadiens, leur retour dans les Maritimes après la Grande Déportation s'est fait en laissant sur leur passage des traces démographiques significatives en sol québécois.

À cela s'ajoute le fait que 90 % de parlant français au Canada vivent au Québec.

Il m'apparaît donc évident que tous les liens qui nous unissent ne doivent pas être rompus ou fragilisés par l'incompréhension mutuelle, le dogmatisme idéologique, la peur de l'avenir ou l'indifférence.

Cela dit, il faut savoir que tous les ponts sont loin d'être rompus. En fait, la réalité est plutôt que, depuis 1995, moment où le gouvernement du Québec actuel a doté l'État québécois d'une première «Politique à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada», plus de ponts ont été bâtis et plus de relations se sont développées. Pour l'année financière

en cours, le budget affecté à la mise en œuvre de cette politique a été augmenté de 40 %. Depuis 1995, 578 projets de partenariats et d'échanges ont été subventionnés et, prochainement, le gouvernement du Québec et la F.C.F.A. procéderont à une évaluation conjointe pour bonifier et accroître la portée de la Politique québécoise.

De plus, un ministre est maintenant spécifiquement responsable d'entretenir et d'amplifier la solidarité avec les communautés francophones minoritaires et, il y a à peine quelques mois, un sous-ministre adjoint a été affecté spécifiquement à ce dossier.

On conviendra, j'espère, que depuis six ans le fossé entre la majorité et la minorité francophones au Canada n'est plus aussi infranchissable que le croit M. Veilleux. Reste qu'il a raison d'utiliser le combat pour la sauvegarde de Montfort pour demander aux Québécois de pousser encore beaucoup plus loin leur solidarité et leur amitié envers ceux et celles qui ailleurs au Canada tiennent tant bien que mal le flambeau de la lutte héroïque pour l'affirmation du fait français.

Pour l'avenir, le défi reste donc un dialogue encore plus intense, un plus grand éveil des consciences et une meilleure compréhension des réalités différentes des unes et des autres, tout cela dans le respect mutuel et dans des rapports égalitaires.

IDÉES



REUTERS

Il y a aujourd'hui une dangereuse tendance à entretenir à propos de la culture un concept réducteur en vertu duquel la culture se résumerait aux «œuvres de l'esprit», comme on dit sommairement, à l'ensemble du patrimoine littéraire et artistique.

L'euro, une étape vers le crépuscule des identités européennes

La direction imprimée à ce que l'on appelle «la construction européenne» va directement à l'encontre du salut des personnalités nationales et des cultures singulières

JEAN-MARC LÉGER
Montréal

Si l'on veut bien consentir que la caractéristique première de l'Europe, soit sa principale richesse, réside (résidait?) dans sa prodigieuse, son émouvante diversité à tous égards, il est difficile de ne pas éprouver une vive inquiétude devant le mouvement d'uniformisation qui s'y développe suivant un rythme accéléré, en particulier depuis un quart de siècle. Le phénomène se manifeste, il est vrai, dans tout l'Occident, tout comme dans le monde entier, mais il ne comporte pas les mêmes enjeux, ni ne revêt la même gravité qu'en Europe où on risque d'assister, et où l'on assiste déjà, à un net affaiblissement de l'esprit européen et de la diversité des cultures. L'avènement de l'euro en est une autre illustration.

C'est devenu un poncif dans les sociétés occidentales, depuis une vingtaine d'années, singulièrement dans la dernière décennie, d'appeler à la défense des cultures menacées, à la préservation de la diversité des cultures. Il n'est plus guère de conférences internationales, de toutes sortes et à tous les niveaux, notamment les multiples «Sommetts», qui n'appellent à la vigilance, à la mobilisation pour la sauvegarde de «la diversité culturelle», formule galvaudée où l'on se donne aisément bonne conscience alors qu'on laisse dans le même temps se développer les tendances et les situations qui aboutissent exactement au résultat contraire, soit à une uniformisation de tout ordre. L'hymne à la diversité des cultures a de plus en plus quelque chose de l'oraison funèbre; l'aveuglement ou la duplicité, ou les deux, sont à l'ordre du jour. On ne saurait édifier de grands ensembles, économiques et politiques, toujours plus contraignants, en faisant mine de vouloir préserver, voire renforcer, la personnalité et l'identité des parties constitutives et des nations concernées. On fait taire ses remords en célébrant la nécessité et les vertus de la diversité, mais qui, dans le même temps, crée une situation qui tend à l'affaiblir, allant même jusqu'à l'abolir.

Est-il même encore possible de parler sérieusement de «l'esprit européen», comme on le reconnaissait et le saluait jadis? C'est Gonzague de Reynold, me semble-t-il, qui observait justement, peu avant sa mort, (et que ne dirait-il aujourd'hui?), qu'il y avait davantage d'unité européenne en profondeur, d'authentique esprit euro-

péen, bref une communauté de civilisation, à l'époque où les pays européens s'affrontaient quasi en permanence, que depuis leur commune entrée dans le monde néo-libéral et dans l'ensemble euratlantique ou euraméricain, dominé sinon modelé par les États-Unis.

Il y a aujourd'hui une dangereuse tendance à entretenir à propos de la culture un concept réducteur en vertu duquel la culture se résumerait aux «œuvres de l'esprit», comme on dit sommairement, à l'ensemble du patrimoine littéraire et artistique. La culture d'une nation, c'est infiniment plus: non seulement tout le patrimoine intellectuel au sens le plus large, mais le mode de vie, l'ensemble des habitudes, des traditions, pratiques et coutumes dans tous les ordres, les institutions de toute nature, les structures sociales, les modes de légiférer et d'organiser, de même que dans tous les signes et symboles de la vie collective, de l'identité collective et, bien sûr, par dessus tout l'imaginaire collectif et l'histoire nationale. Parmi les signes et les symboles qui expriment et illustrent la culture nationale, qui en racontent l'histoire, il y a le drapeau, l'hymne national et la monnaie, celle-ci étant au premier chef liée à l'histoire et à la culture. Abandonner ou affaiblir l'un de ces signes ou symboles, c'est, quoi que l'on dise, attenter objectivement à la personnalité, à l'identité et à la culture de la nation. On ne peut prétendre à la fois tenir à la sauvegarde des cultures et à leur diversité, et consentir à des mesures qui jouent massivement dans le sens de l'uniformisation.

Autre paradoxe: le traité de Rome et ceux qui ont suivi, comme les divers organismes mis en place, devaient révéler et conforter un espace original, un nouvel ensemble qui ferait contrepoids aux États-Unis et assurerait la préservation, voire le renforcement d'un esprit européen. En fait, on doit constater que l'américanisation de l'Europe (occidentale d'abord, centrale et orientale maintenant) n'a cessé de progresser depuis le début des années soixante et s'est accélérée dans les deux dernières décennies, en même temps que, dans la plupart des pays européens, la langue anglaise devenait la première langue étrangère et supplantait progressivement le français comme principale langue de travail et de communication dans les diverses institutions dites «européennes».

On peut relever, entre autres manifestations de la colonisation de l'Europe, que dans tous les pays européens, membres ou non de l'Union, les grands médias, télévision et cinéma en tête, font aux productions américaines une part grandissante et supérieure à la place qu'ils consentent aux productions des autres pays européens. On observe un phénomène analogue, *mutatis mutandis*, dans la presse écrite (quotidienne et hebdomadaire): après les titres nationaux, ce sont les grands quotidiens et hebdomadaires américains (*Wall Street, Herald Tribune*, etc.), qui, dans tous les pays européens, ont la faveur de ceux des citoyens qui lisent un deuxième journal, bien avant les journaux d'autres pays européens, dans le rapport de quatre à un ou trois à un. La situation est la même en ce qui concerne la littérature: après la littérature nationale, ce sont les œuvres américaines, en texte original ou en traduction, qui occupent la deuxième place dans la plupart des pays de l'Union (Belgique et Suisse exceptées, pour une raison évidente), et la tendance va s'accroissant.

En fait, loin de contribuer à la réaffirmation de l'Europe, à la sauvegarde et au renforcement de la conscience et de l'esprit européens, la direction imprimée à ce que l'on appelle «la construction européenne» va directement à l'encontre du salut des personnalités nationales et des cultures singulières. A emprunter la voie de la fédération, on se prépare d'amères déconvenues et on sera contraint de renforcer et d'accélérer le processus d'uniformisation. C'est, au contraire, le pari de la Confédération qu'il eût fallu faire, (l'Europe des patries, comme disait de Gaulle) qui, un temps, attira Mitterrand, la voie qui, seule, laisse une chance au salut des identités et des cultures nationales, tout en permettant de mettre en œuvre, dans quelques domaines fondamentaux, des politiques communes périodiquement redéfinies.

Après la monnaie unique, ce sera le passeport unique, le drapeau et l'hymne uniques, la politique étrangère et de défense (puis économique, sociale, etc.) uniques et, naturellement, conclusion logique, la langue unique (on y est déjà pour une bonne part). Et tout cela, pour faire pièce à l'Amérique et pour sauvegarder la diversité des cultures! Le salut de la diversité dans l'uniformité: voilà enfin la recette magique qui permet de concilier et de synthétiser tous les contraires, à la limite transcendante, bien sûr.

L'avènement d'une monnaie artificielle comme «l'euro» constitue une étape redoutable dans le crépuscule des identités et des cultures des nations d'Europe concernées. Les Quinze, qui seront demain 20 à 25 puis 30 et davantage (car on ne pourra, ayant admis la Bulgarie, l'Arménie, la Turquie, refuser aucune des composantes de l'ancienne URSS pas plus que les États baltes, qui ont déjà un pied dans la porte) vont constituer un ensemble énorme, difficile à gérer, dont les composantes n'auront guère en commun qu'une américanisation croissante, sous tous rapports, et l'usage de l'anglais comme langue commune. L'euro annonce un immense et anonyme Eurodisneyland. Vive la diversité des cultures!



Serge Bouchard

Le gros camion jaune

Au Ciel, Dieu donne à tous les truckeurs un beau camion neuf. L'invention des maximes d'espérance remonte peut-être loin dans le temps des humains. Je ne crois pas que la chose ait été grandement étudiée. Et si c'était le cas, voilà un rayon du savoir que j'aurais entièrement manqué dans le cours de mes études. Qui invente les proverbes, les phrases de la sagesse populaire, les sentences qui s'inscrivent dans notre mémoire? Si nous le savions, ce procédé serait vite récupéré par la Faculté des Slogans, à l'Université de la Publicité. Mais pour l'instant, cela reste un mystère et la recette se cache dans le coffre magique de notre créativité.

Pour tous ceux dont la vie tourne autour des gros camions, il est normal de voir le ciel rempli de beaux trucks. L'énoncé qui coiffe le présent texte se retrouvait sur des autocollants appliqués sur les pare-chocs des camions américains, il y a quelques années. Oui, Dieu t'attend avec ce cadeau, un Peterbilt flamboyant neuf, ou un Mack si tu préfères. Dieu te voit venir, il devine ce que tu désires, il te connaît.

Si la famille te manque, tu la retrouveras complète dans les nuages, nombreuse et réunie autour d'un autel appelé harmonie, avec ses vieilles, ses vieux, les éccurants repentis, les prodiges, les mamans et les papas et leurs petits. Au solitaire, Dieu réserve des déserts. Aux chasseurs, il prépare des terrains heureux de chasse. C'est bien connu. Alors, aux truckeurs, que croyez-vous qu'il a promis? Une route sans fin qui n'a ni trous, ni bosses, ni côtes raides à monter, ni descentes courbées, un chemin sans obstacles, inusé, inusable, aux lignes bien marquées, sous un ciel magnifique dont le soleil n'est jamais aveuglant, où même les nuits sont éclairées, les orignaux fluorescents, et bien plus encore que notre condition de misère ne nous permet même pas d'imaginer.

Depuis que je roule, j'amasse des images. Ce sont des lieux et des paquets de paysages, des choses ou encore des visages, des aventures en tous genres, des grands moments de rien. Je n'ai qu'à fermer les yeux et je revois ce petit pont qui enjambe une rivière aux environs du lac Troilus. Que fait-il quand je ne suis pas là? Comment occupe-t-il ses journées? Car ce pont, ou est-ce une jetée, coule ses jours dans un coin bien tranquille. Il se trouve au nord de la route reliant Chibougamau à Rupert, sur un chemin qui va franc nord en direction d'une mine d'or, à l'ouest du lac Mistissini, sur l'ancien territoire de trappe d'un Cri dont le nom m'échappe, mais qui pourrait bien être Mianscum, si nous prenions la peine de le chercher dans le registre de l'anthropologue Edward S. Rodgers qui a dressé les listes des trappeurs cris dans cette région, informations colligées dans une étude datant des années cinquante, au siècle dernier.

Dans l'inventaire de mes images routières se retrouvent donc des ponts, des arbres, des pierres, des lunes, des crépuscules uniques, des aurores inspirées et espérantes. Il y a aussi un gros camion jaune aperçu plusieurs fois, sur la 117, la 20, la 138 et la 132, sur la 11 ontarienne aussi. Il est reconnaissable, il n'y en a qu'un comme lui. Son pare-chocs très large lui fait comme une jupe qui donne l'impression que la machine colle encore plus à la route, ses réservoirs allongés font de même sur les côtés, c'est-à-dire qu'ils semblent asséoir la masse du tracteur en cachant les vides sous l'armature, les vitres sont teintées, le nez bien allongé, un pare-soleil extérieur fait figure de casquette et, par derrière, le camion s'allonge par l'effet visuel de la cabine studio où le chauffeur dort, vit, mange, lit ou regarde ses vidéos. Dieu sait que ce camion est beau. C'est une apparition fugitive.

Je ne connais pas le chauffeur, mais son gros camion jaune m'est familier. Je l'ai croisé à plusieurs reprises. Le bruit de son moteur a quelque chose d'enveloppé, une rouleur feutrée, une sorte de tranquille gravité. C'est le son du diesel quand le diesel atteint ses sommets de créativité. Non, je ne connais pas le chauffeur de ce camion, mais je le vois tel un esprit. Il a bien fallu qu'il en ait, de l'esprit, pour se faire une pareille machine, pour y monter et pour s'y fondre. On ne chauffe pas un camion, on le monte. Voilà un routier devenu cavalier devenu chevalier et il n'est de plus beaux rêves que ceux tout simples qui nous consacrent.

Entre le mort et le vivant, il nous faut faire des ponts. Sinon, la mort nous apparaîtra comme un saut dans le vide (ce qui est courant de nos jours). Dans un monde idéal, ces ponts sont bien solides. Une excellente façon de se concilier l'au-delà, de se résoudre dans sa vie comme dans sa mort, c'est de mettre de son vivant un petit pied au paradis. Qui eût cru qu'il y avait tant d'énergie sacrée dans les ponts et chaussées?

C'est le bonheur, me direz-vous. S'attirer un morceau de notre butin céleste et le consommer de son vivant, c'est le bonheur en effet. Son gros camion jaune, le chevalier est allé le chercher au paradis. C'est celui que Dieu lui réservait. Je ne sais pas qui invente les maximes et les sentences, mais j'en propose une ce matin: le paradis sur terre, c'est un coin de ciel que nous avons volé.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous prendrons contact avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Valérie Dufour (général), François Cardinal (actualité municipale), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports), Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoit Munger (responsable du site Internet), Dominique Reny, José Boileau, Eric Desrosiers, Pauline Gravel (scientifique), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Duclos et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Claude Lévesque, Claude Turcotte, René Lewandowski; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornellier (correspondantes parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy (communis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Deruelle, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Martin Fournier, Veronique Géraud, Anouk Hurburt, Christine Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruellan, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe); Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudette Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zúñiga; INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Hélène Gervais, Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc; L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe-administrative), Danielle Laperrière, Caroline Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

GUELFUCCI

SUIVE DE LA PAGE 1

faire, le savoir-faire, à tous les niveaux, qu'il soit artisanal, qu'il soit agricole. Aujourd'hui, on a des bons produits chez nous. C'est mon pays que je cherche à faire connaître, pas seulement la chanson. J'espère que cette opération va réussir. J'aimerais qu'il y ait un petit peu de la Corse, en permanence, au Québec.

Au niveau politique «malheureusement», rien ne change en Corse. Le processus de Matignon, entamé en 1999, et qui avait permis un apaisement relatif de la violence jusqu'à l'assassinat de Jean-Michel Rossi, le 7 août 2000, n'a rien changé, assure Guelfucci. La violence a repris à l'été dernier. «On allait avoir un statut bien à nous, avec une gestion bien à nous, avec des pouvoirs législatifs pour les élus de l'assemblée de Corse. Je crois qu'on s'est foutu de nous, on nous a trompés quelque part. On savait bien qu'au niveau de la constitution rien ne changerait. On savait que le Sénat, puisque c'est une génération de vieux, ne changerait rien du tout.»

La langue corse est toujours facultative à l'école. «On n'a pratiquement aucune avancée au niveau de la langue.» Aucun article de loi n'a été changé, affirme le chanteur. «Au moment où on demande à être nous-mêmes, il faut changer la constitution. Ils [les élus] n'en ont pas voulu. On n'a rien eu du tout. Je me pose la question pour demain.» Heureusement, la violence de l'été dernier s'est calmée, mais son spectre rôde toujours. «C'est malhonnête de la part des élus français de nous promettre des choses et de ne rien faire évoluer.»

La mondialisation, en ce sens, fait également peur au défenseur de la Corse. Ce qu'il voit comme une ingérence américaine dans les affaires de la planète ne réjouit pas celui qui lutte à une plus petite échelle. «Les Américains imposent leur loi un peu partout dans le monde. C'est dangereux pour l'humanité tout entière. Quand on est seul maître à bord, il peut y avoir des dérapages. Et qui pourra contrôler, qui pourra s'opposer à cela? On veut uniformiser la planète, y compris par une langue, ou la façon de se nourrir.» Pendant des heures, Guelfucci pourrait parler de la main-mise que les américains tentent, d'après lui, d'avoir sur le monde. «On est sur une pou-drière. À quoi vous en?»

L'après Corsica

Île de beauté, Guelfucci continue avec ferveur d'en défendre les droits. Difficile dans les conditions où l'a plongé le conflit qui l'oppose à son ancienne compagnie de disques. Il voudrait bien continuer de défendre sa langue, mais moins de gens l'écoutent. Celui qui continue de se battre pour que la Corse soit reconnue s'excusait encore de cette absence. «Vita a mal été présentée. Je suis venu au Québec en promo, il se trouve que je n'avais pas le disque. Je suis venu en tournée, je n'avais toujours pas le disque. C'est vrai qu'il n'y avait pas de Corsica-bis. C'est peut-être pour ça que ça n'a pas fonctionné comme ça aurait dû.» Guelfucci déplore que les gens restent sur l'image de l'artiste mélancolique que Corsica a contribué à forger. «Il faudrait toujours refaire quelque chose qui ressemble à ça. Je n'en ai pas envie. Ça se paye. Un spectacle, les gens ont apprécié les chansons de ce disque.»

Guelfucci assure qu'il reste le même et qu'il ne cherche pas le succès à tout prix. «Peut-être que les gens ne l'ont pas senti, ce disque. Tant pis pour moi, tant pis pour la Corse. C'est dommage! Il n'y a pas que Corsica.» Le contenu du disque traite toujours de la Corse. Le pays intérieur est constamment chanté par Guelfucci, c'est le premier combat du chanteur. Un autre s'est ajouté à la liste: «Là on tombe dans le système que je combats souvent, à savoir qu'on est des faiseurs de tubes et qu'à partir du moment où on n'en fait plus, on est traité comme des malpropres.» L'exclusion, qu'elle soit culturelle ou politique, demeure au centre des préoccupations de celui qui milite pour garder sa voix et sa langue fortes.

Parti avec un contrat de cinq disques, Guelfucci s'est retrouvé avec une option pour un second disque qui n'a même pas été reconduite. Même un concert à l'Olympia a été annulé: «On devait le faire avec des Inuits en première partie.» Difficile de soutenir les minorités culturelles dans ces conditions. En concert, on pourra tout de même goûter ce menu de polyphonies, de nourritures et de chansons corses.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)



Une foule nombreuse et bruyante célébrait la victoire canadienne hier soir, rue Crescent, à Montréal.

OR

SUIVE DE LA PAGE 1

de ces Jeux une récolte de 17 médailles (six d'or, trois d'argent et huit de bronze), la meilleure de son histoire.

La médaille d'or remportée hier, au terme d'une partie endiablée comme on en voit rarement, est la septième du Canada dans toute l'histoire des tournois olympiques. Après avoir fulminé contre les officiels après le match contre la République tchèque, Wayne Gretzky, légende vivante et néanmoins directeur général de l'équipe, pouvait dire «mission accomplie». «Je suis heureux pour le Canada et je suis fier de mes joueurs et des entraîneurs. C'est un sentiment incroyable», a affirmé tout sourire Gretzky. «Ce furent dix jours stressants, car la route a été longue, mais on a progressé à chaque match. Au Canada, on va fêter cette victoire d'un océan à l'autre», a-t-il ajouté.

Même à la retraite, Gretzky vise toujours aussi juste. La victoire du Canada a donné lieu à des débordements d'enthousiasme dans les rues des grandes cités canadiennes. A Montréal, la police a même dû intervenir pour contenir les élans de centaines de personnes qui ont crié leur joie jusque sur le toit des autobus, dans les rues du centre-ville.

L'assurance de la victoire est venue tardivement en troisième période, après 56 minutes et 1 seconde de jeu. Jarome Iginla a porté la marque à 4-2 sur des passes de Steve Yzerman et Joe Sakic. Le Canada s'était accroché aussi loin dans le match à une mince avance de 3-2. Durant les 15 premières minutes de la troisième période, l'équipe de l'entraîneur Pat Quinn a éprouvé de grandes difficultés à contenir les at-

taques soutenues des États-Unis.

Deux minutes et 40 secondes plus tard, Iginla rendait la politesse à Sakic. Une passe parfaite, l'échappée et lancé franc sous les jambes du gardien Mike Richter. C'en était fait des Américains. Chris Chelios, capitaine des États-Unis, contemplait le rendez-vous manqué avec le rêve revisité de Lake Placid: «On a fait un grand tournoi. C'est une déception de ne pas avoir l'or, mais l'argent on doit s'en satisfaire. Aujourd'hui, les Canadiens ont été meilleurs que nous. La génération qui n'a pas vu les joueurs de 1980 [«Le Miracle sur glace»] aura vu ceux de 2002.»

Les profanes comme les gérants d'équipe ont reconnu la finesse évidente de ce match où tout était encore possible jusqu'à quatre minutes de la fin. Les Américains n'ont jamais lâché prise. N'ait été des proesses de Martin Brodeur, l'histoire s'écritait peut-être d'une autre façon. «On a vu le talent de nos joueurs. Ils ont fait preuve d'enthousiasme, mais nous sortions d'un match difficile en demi-finale [3-2 contre les Russes], a dit l'entraîneur des États-Unis, Herb Brooks. Le monde du hockey a beaucoup progressé. Aujourd'hui cinq ou six pays sont capables de gagner. Dans ce match, on a eu des chances, mais on ne les a pas saisies.»

Avec ses deux buts, et deux passes en finale, pour un total de sept points aux Jeux, Joe Sakic a mérité le titre de joueur par excellence du tournoi. L'attaquant de l'Avalanche du Colorado devient le 13^e joueur à remporter le championnat du monde, la coupe Stanley et la médaille d'or aux Jeux olympiques. «J'ai finalement rejoint Peter [Forsberg], a-t-il dit en faisant allusion à son coéquipier de l'Avalanche,

qui a remporté la médaille d'or avec la Suède, en 1994 à Lillehammer.

Si Sakic est sorti de l'ombre des plus grands dans cette finale, Mario Lemieux disposait encore de quelques trucs dans son chapeau de magicien. Il a notamment démontré, en première période, qu'il pouvait accomplir un jeu sans même y prendre part. Chris Pronger a dirigé une passe que Lemieux a laissé filer entre ses patins au profit de Paul Kariya. Bien placé dans l'enclave, il a permis au Canada de créer l'égalité en première période, après le premier but des États-Unis marqué par Tony Amonte.

Le Canada a exercé une pression énorme sur la défense américaine en début de match, réussissant à prendre les devants 2-1.

Le Canada a raté une occasion en or d'accroître son avance en deuxième. La troupe de Pat Quinn a joué à cinq contre trois pendant une minute et huit secondes. Lemieux a même eu un but au bout de sa palette. Mais il a atteint le poteau malgré un filet vide.

Les États-Unis sont parvenus à niveler la marque à 15:30 durant l'absence de MacInnis. Le lancer de Brian Rafalski a dévié sur le bâton de Pronger.

Le Canada a marqué à son tour en avantage numérique à 18:19 lorsque le tir de Sakic a dévié sur un défenseur américain.

En troisième période, le Canada s'est retranché à trois joueurs à sa ligne bleue. La force de frappe américaine n'est jamais parvenue à briser l'étanchéité de la défense canadienne malgré une pénalité imposée à Steve Yzerman. Après 56 minutes et 1 seconde de jeu, le Canada a pris l'or à son cou.

POIRIER

SUIVE DE LA PAGE 1

Cette victoire se gagne par bribes, à force d'un travail qui comporte un double mouvement: «Aux premières lectures, l'intuition nous guide. Vient ensuite le travail d'analyse avec le metteur en scène.» En 1986, Gérard Poirier incarnait un Iago (mémorable) dans *Othello* de Shakespeare au TNM: «Le metteur en scène Olivier Reichenbach m'a beaucoup aidé; il voyait très bien ce personnage. Quand on joue Shakespeare, les questions surgissent à la tonne.» Orgon, dans *Tartuffe*, a également marqué le parcours de l'acteur: «Encore là, il fallait percer à jour un personnage plutôt opaque.»

Ces deux personnages lui ont donné beaucoup de satisfaction, justement parce qu'ils l'éloignaient des rôles qu'on lui confiait habituellement. Les employeurs, surtout les chaînes de télé, ne font pas beaucoup d'efforts. «Ils se disent: Poirier, c'est les curés, les notaires et les médecins, point final. Ils me croient incapable de jouer un gars de la pègre, un gros méchant et, pourtant, j'adorerais ça! Les clichés physiques trahissent la réalité, car il y a des curés qui ont l'air de bandits et des bandits qui ont une mine de curé!»

Au rang de ses auteurs préférés: Pirandello, qu'il souhaiterait voir monter plus souvent. Racine, Musset, Marivaux, Claudel... Mais Gérard Poirier ne dédaigne pas ceux qu'on nomme, non sans un soupçon de mépris, les auteurs de boulevard: «Roussin, Acharé, Deval et le brillant Guity ont été mon école. Plus que les auteurs classiques, ceux-là m'ont appris à parler sur scène et à être vrai. Ce n'est pas avec de grands classiques qu'on apprend à être vrai et à parler naturellement sur scène, ce qui est beaucoup plus difficile qu'on ne le croit.»

La tyrannie de la carrière

Concilier une carrière théâtrale avec la vie familiale n'est pas de tout repos. «Un acteur qui travaille sur un personnage n'est plus tout à fait disponible», explique-t-il, il fait déjà partie d'un autre univers, il est en recherche. La famille le ressent.» Les absences systématiques de la maison le soir ne sont idéales pour personne. «Par moments, c'est plus qu'exigeant, c'est tyrannique», avoue Gérard Poirier, qui en parle à l'aise, car il se trouve justement plongé dans la préparation d'un rôle: «J'incarne un vieil acteur dans *Le Grand Retour* de Boris S., qui prend l'affiche au Rideau Vert début mars.»

Le personnage le passionne et, déjà, il se sent absorbé par lui: «Quand j'apprivoise un rôle, je suis toujours en train d'y penser, de répéter le texte et de chercher. Cela m'habite. La qualité de ma présence auprès de mes proches en souffre forcément. En venant vous rencontrer, je disais du texte! Il m'arrive même de répéter tout haut sans m'en apercevoir... Les gens qui me croisent me prennent pour un dingue!»

À plusieurs reprises, on a proposé à Gérard Poirier de jouer Michel Tremblay; il n'avait pu accepter pour cause d'indisponibilité. Enfin, en 1996, il incarnait Gérard (le rôle avait été écrit pour lui), un homosexuel sidéen, dans *Messe solennelle pour une pleine lune d'été*. Une expérience intense, selon le comédien, car «ce personnage en crise va jusqu'au bout de lui-même». Quels que soient la langue ou l'accent, la recherche est la même pour l'acteur: «Quand on fait ce métier, il faut savoir adopter tous les accents. Je viens d'un milieu populaire. J'ai longtemps parlé une langue très québécoise, que je n'ai jamais portée en orfamme, mais que je peux retrouver n'importe quand, il suffit de me le demander.»

Certains ont été surpris de le voir dans le rôle de Gérard. «On ne croyait

pas que je pouvais le faire; d'autres ont découvert que j'étais Québécois; pourtant, j'avais déjà joué en québécois. Car, en plus de l'étiquette de «Français», je portais l'étiquette «classique!» Les catégories et les préjugés nous emprisonnent. Casser l'image et briser la statue, ce n'est pas facile.»

Vieillard

«C'est dans le regard des autres que je vois que je suis parvenu à un âge respectable.» Gérard Poirier n'est pas sans remarquer, chez les jeunes comédiens qu'il côtoie, certains gestes qui lui font plaisir, mais qui lui reflètent son âge: «Avec une sorte de respect, on m'approche une chaise comme si j'étais cassant et fragile; on m'apporte un verre d'eau, comme si je ne pouvais pas aller en chercher un moi-même!»

Au début, cela l'agaçait; il comprend maintenant que les jeunes collègues le font par gentillesse, par déférence. «En vieillissant, il faut accepter d'être perçu autrement et apprendre à changer de rythme. On peut tout accomplir, mais différemment, en prenant son temps. Quand on est d'un tempérament nerveux et actif, cela peut être très éprouvant. Vieillard peut devenir supportable et même agréable si on développe une acceptation joyeuse. L'humour est capital.»

Philosophe, Poirier constate que si, avec l'âge, les défauts et les qualités s'accroissent, «ce qui importe avant tout, c'est la vie de l'esprit. Rester en contact avec la vie, avec l'esprit, avec les autres. Le reste, on s'en accommode et on fait confiance à son médecin!»

Ironie du sort: le cinéma québécois a un peu boudé Gérard Poirier, qui le regrette. «Un plateau de cinéma, c'est une famille qui se forme. Quand j'en ai fait, j'ai trouvé que c'était des vacances, en comparaison du théâtre. Même s'il est plus technique, le cinéma est moins stressant que le théâtre.»

THIBAUT

SUIVE DE LA PAGE 1

«Les profiteurs, les gens qui font de la grosse argent dans cette pêche illégale sont des non-autochtones», dit Robert Thibault en entrevue avec *Le Devoir*. Ce sont des gens des communautés qui ont fait descendre des autochtones, qui leur ont donné les bateaux, le logement, tout, et qui les ont organisés. Ça été le cas dans ma communauté, à Baie Sainte-Marie, où les gens d'Indian Brook sont venus. Ils ne sont pas venus tout seuls, on a été les chercher. Les gens qui ont fait la grosse argent, ce sont les braconniers blancs, de la communauté acadienne.» Ces gens, ce sont ceux qui œuvrent dans le secteur de la transformation du poisson ou les courtiers, «ceux qui ont avantage à avoir accès à cette ressource-là», dit M. Thibault.

Pour le nouveau ministre originaire de Nouvelle-Écosse, qui remplace Herb Dhaliwal, le problème de la pêche aux homards n'est qu'un problème de braconnage. Il suffit que les communautés autochtones réalisent leur intérêt à long terme à conserver la ressource pour que cessent leurs activités illégales.

«C'est le même problème que ce soient les communautés autochtones ou non autochtones. Le braconnage se réduit lorsque la communauté même commence à imposer sa volonté d'arrêter. [Et ça arrive] avec la réalisation que l'intérêt à long terme de la communauté c'est de pêcher avec une saine gestion de la ressource.»

En fait, le ministre insiste sur le fait qu'il n'y a pas tellement de différence entre l'intervention que doit faire Pêches et Océans auprès des communautés autochtones en ce moment et ce qu'on a dû faire à une autre époque avec les pêcheurs non autochtones.

«On n'a rien à leur apprendre. [...] On a eu du braconnage en masse dans les communautés non autochtones. On a eu de la surpêche. On doit dépenser énormément d'énergie à faire de la supervision et de la surveillance pour faire respecter les règlements de pêche dans les communautés non autochtones.»

FIN

SUIVE DE LA PAGE 1

vivait. Il a gardé toutes les bonnes choses en lui.» Fervents adeptes de cette philosophie chinoise issue de Bouddha qui «vise à raffiner le corps et l'esprit par des exercices spéciaux et de la méditation», ShenLi Lin et Jinyu Li ont défilé dans un bureau gouvernemental pékinois neuf mois après leur mariage pour demander que cesse la persécution envers les adeptes du Falun Gong. Ils furent arrêtés sur-le-champ.

«Mme Li a été chanceuse, explique Yumin Yang, porte-parole du mouvement à Montréal. A cause de sa citoyenneté canadienne, elle a été libérée en 48 heures et ramené au pays.»

Son mari n'eut pas cette chance. Détenu d'abord un mois, il fut ensuite transféré dans un «camp de travail» à Dafeng, dans la province chinoise du Jiangsu. «J'ai envoyé des dizaines de lettres, on a essayé par tous les moyens de l'atteindre, je suis allée à Genève demander l'aide de la Croix-Rouge afin de communiquer avec lui, mais rien n'a fonctionné», explique Jinyu Li, qui affirme avoir eu au bout du fil ces derniers jours un homme qui ressemble tout à fait à celui qu'elle a vu pour la dernière fois en décembre 1999.

Ses démarches et les demandes répétées qu'elle effectua auprès des ambassades chinoises afin de se rendre elle-même en Chine ont même contribué à aggraver la situation, croit-elle. Son propre frère fut détenu trois fois, de même que des membres de la famille de ShenLi Lin, dont son frère, incarcéré avec lui. «Il affirme qu'il n'a jamais eu le droit de voir son propre frère», raconte Jinyu, qui croit que la «structure mentale» était pratiquée par les geôliers de son époux.

En juillet dernier, Jinyu Li avait retrouvé le sourire, apprenant que son mari allait être libéré sous peu. Toutefois, les autorités chinoises ont prolongé de six mois la détention de son mari, sans apporter d'explication, précise-t-elle. «Pour lui aussi ça a été la même chose», raconte la jeune femme. Il devait être libéré et on a poursuivi sa détention sans lui donner de raison.»

«Je suis si heureuse, mon mari est finalement de retour avec moi», expliquait cette femme troublée par l'imminence du dénouement qu'elle espère depuis des mois. Avant son arrestation, ShenLi Lin était en voie d'obtenir un visa d'immigration pour le Canada, une démarche que les époux souhaitent conclure le plus rapidement possible.

D'autres détenus liés au Canada d'une certaine manière ont connu des libérations heureuses, peut-être en raison des pressions exercées par certains organismes humanitaires, les médias et la population, croit Yumin Yang. «Sans l'aide de tous ces gens au Canada, jamais ce n'aurait été possible», explique Jinyu Li. Mon mari et moi voulons le dire, merci, merci.»

Restaurant Gutenberg - cuisine française qui fait bonne impression

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • Place des Arts • Tél.: 285-8686 • gutenberg@qc.airs.com

CE MIDI: Entrée + entrecôte de bœuf, sauce à la graine de moutarde + dessert • 17\$

CE SOIR: Deux tables d'hôtes avec apéro pour 50\$